



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2015



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2015

SOMMAIRE

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	9
1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	12
1.1. Balance des biens.....	13
1.1.1. Exportations de biens.....	14
1.1.2. Importations de biens.....	19
1.2. Balance des services.....	21
1.2.1. Transports.....	22
1.2.2. Voyages.....	23
1.2.3. Autres services.....	23
1.3. Compte de revenu primaire.....	24
1.4. Compte de revenu secondaire.....	24
2. COMPTE DE CAPITAL.....	26
3. COMPTE FINANCIER.....	27
3.1. Investissements directs.....	27
3.2. Investissements de portefeuille.....	28
3.3. Autres investissements.....	28
4. CAPITAUX MONETAIRES.....	29
4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	29
4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	30
4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires.....	32
4.4. Réconciliation avec les statistiques monétaires.....	31
5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	33
5.1. Variation de la Position Extérieure Globale.....	34
5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale.....	34
CONCLUSION.....	35
ANNEXES.....	36
Annexe 1 : Balance des Paiements 2015 (optique BCEAO).....	37
Annexe 2 : Balance des paiements 2015 en termes de transactions (Présentation standard).....	39
Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2015.....	50
Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets).....	55
Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2015.....	57
Annexe 6 : Evolution des exportations en 2015.....	59
Annexe 7 : Evolution des importations en 2015.....	62
Annexe 8 : Ventilation géographique de la Positions Extérieure Globale du Bénin en 2015.....	64

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

ENCADRES

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6.....	6
Encadré 2 : Réexportation vers le Nigeria.....	15
Encadré 3 : Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO.....	19
Encadré 4 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB.....	22

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel entre 2008 et 2015.....	10
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2005 et 2015.....	13
Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2005 et 2015.....	13
Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2014 et en 2015.....	15
Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2008-2009.....	16
Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix de cajou entre 2008 et 2015.....	17
Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2014 et en 2015.....	18
Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2014 et en 2015.....	20
Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2014 et en 2015.....	21
Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2015.....	34

TABLEAUX

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO).....	8
Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes.....	12
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	14
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2011 à 2015.....	14
Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2011 à 2014.....	19
Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2011 à 2015.....	22
Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2011 à 2015.....	22
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2011 à 2015.....	23
Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2011 à 2015.....	23
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2011 à 2015.....	24
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2011 à 2015.....	24
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2010 à 2014.....	24
Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2011 à 2015.....	26
Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2011 à 2015.....	27
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2011 à 2015.....	29
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires.....	30
Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	30
Tableau 18 : Correspondance statistiques monétaires-balance des paiements.....	31
Tableau 19 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin.....	32

SIGLES ET ABREVIATIONS

APUC	: Administration Publique Centrale
ASECNA	: Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
ATC	: Autres Titres de Créances
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAF	: Coûts, Assurances et Frets
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale
CREPMF	: Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB/FAB	: Free On Board / Franco à bord
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
MBP6	: Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
SIFIM	: Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TEC	: Tarif Extérieur Commun
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Pour la cinquième année consécutive, les comptes extérieurs du Bénin sont établis selon les principes de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI), adopté en 2008 et mis en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 2012, pour l'élaboration des comptes de l'année 2011. Depuis lors, les éditions de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (PEG) du Bénin bénéficient des enseignements tirés de la refonte du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs de la BCEAO.

En effet, à la faveur de l'adoption de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), la BCEAO a entièrement révisé son dispositif pour l'adapter à l'environnement des pays de l'UEMOA et aux normes internationales. Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte a consisté à améliorer le système de collecte et d'analyse des données. Les principaux points d'amélioration ont porté sur (i) la ventilation géographique, (ii) la répartition par branche d'activité des données et (iii) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, notamment la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).

Enfin, les comptes extérieurs de l'année 2015 ont été également enrichis des résultats de l'enquête ad hoc sur les Investissements Directs Etrangers (IDE), ainsi que des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA, dont la dixième réunion s'est tenue les 19 et 20 septembre 2016 à Dakar, au Sénégal.

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6

1. La balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

1.1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MBP6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

1.2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

1.3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

2. La Position Extérieure Globale (PEG)

La PEG décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

RESUME

En 2015, les échanges extérieurs du Bénin se sont déroulés dans un contexte international et régional peu favorable, marqué par une demande moins vigoureuse et une baisse des cours des matières premières. Au plan interne, la dynamique économique s'est traduite par la réalisation d'un taux de croissance estimé à 5,0% contre 6,5% en 2014. Le solde global de la balance des paiements s'est ressenti de cet environnement, affichant un excédent de 83.577,8 millions¹ en 2015 contre un excédent de 175.050,5 millions, une année plus tôt.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes a été contenu à 440.464,8 millions en 2015, à un niveau proche de celui enregistré en 2014 où il s'est établi à 437.515,0 millions. Ce profil s'explique principalement par un reflux du solde déficitaire des biens et services, qui a été compensé par un recul du solde positif du revenu secondaire, en liaison avec le contexte international.

En effet, le déficit de la balance des biens s'est amélioré de 52.749,7 millions par rapport à 2014, en liaison avec une forte diminution des importations. Cette évolution a été imprimée par la contraction de la demande en provenance du Nigeria, dont l'économie a subi les effets adverses de la chute du cours des produits pétroliers.

Dans le même sens, le déficit des services nets s'est résorbé de 13.287,9 millions par rapport à l'année précédente, s'affichant à 187.831,3 millions. Cette amélioration reflète la baisse significative du fret, induite par le repli des importations de biens réalisées en 2015.

A l'inverse, le déficit du revenu primaire net s'est creusé de 8.584,1 millions pour se situer à 38.819,7 millions en 2015, à la suite de la hausse des intérêts payés sur la dette publique extérieure, notamment les titres publics émis sur le marché financier sous-régional ainsi que la prise en compte des charges de loyer des ambassades et représentations diplomatiques du Bénin.

Par ailleurs, l'excédent du revenu secondaire a reculé de 60.403,2 millions pour s'établir à 84.697,7 millions, sous l'effet d'une diminution des appuis budgétaires reçus par les administrations publiques et des envois de fonds des travailleurs.

L'excédent du compte de capital a également baissé de 51.088,5 millions, en ressortant à 74.117,0 millions au cours de l'année sous revue contre 125.205,5 millions en 2014, en liaison avec une réduction des transferts en capital au profit des administrations publiques et des ONG implantées au Bénin.

Dans ces conditions, l'exécution des échanges avec l'extérieur s'est soldée par un besoin de financement de 366.347,8 millions entièrement couvert par les opérations financières. Le compte financier affiche ainsi un passif net de 447.654,2 millions.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG), elle dégage un passif financier net de 851.367,3 millions au 31 décembre 2015 contre 490.057,0 millions au 31 décembre 2014. Les variations nettes induites par les autres changements d'actifs et de passifs se sont élevées à 10.881,1 millions, imputables essentiellement aux évolutions du taux de change entre le FCFA et les principales devises étrangères, en particulier le dollar américain.

Ces différentes évolutions sont retracées sur le tableau de synthèse fourni ci-après :

¹ Sauf mention contraire, l'unité est le FCFA.

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Libellé du poste	2012	2013	2014	2015
Compte des transactions courantes	-294 558,2	-332 575,6	-437 515,0	-440 464,8
Biens et services	-362 824,8	-424 099,0	-552 380,4	-486 342,7
Biens	-285 624,8	-302 269,0	-351 261,1	-298 511,4
Marchandises générales, base balance des paiements	-295 872,8	-311 179,9	-330 809,7	-310 251,2
<i>dont : Réexportations</i>	446 998,1	596 074,2	882 472,1	664 956,9
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	271,0	-1 585,1	-31 198,7	2 867,6
Or non monétaire	9977	10 496,0	10 747,3	8 872,2
Services	-77 200,0	-121 830,0	-201 119,2	-187 831,3
Transport	-129 864,6	-134 039,6	-192 198,9	-173 632,6
<i>dont fret</i>	-110 333,9	-130 244,5	-188 240,0	-131 923,9
Voyages	64 900,4	74 254,8	47 919,0	46 460,5
Autres services	-12 235,8	-62 045,2	-56 839,3	-60 659,3
Revenu primaire	-34 071,8	-34 087,3	-30 235,6	-38 819,7
Rémunération des salariés	2 426,2	3 155,8	2 081,1	1 868,5
Revenus des investissements	-36 498,0	-37 982,9	-32 316,7	-35 710,8
Autre revenu primaire	0,0	0,0	0,0	-4 977,4
Revenu secondaire	102 338,4	125 610,6	145 100,9	84 697,7
Administrations publiques	31 848,7	39 037,2	44 030,4	18 222,7
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	70 489,7	86 573,5	101 070,5	66 475,0
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	58 851,6	69 812,0	77 066,2	66 849,6
Compte de capital	84 977,0	91 851,7	125 205,5	74 117,0
Transferts de capital	84 977,0	91 934,7	125 904,8	74 326,0
Administration publique	53 770,7	57 314,5	63 866,0	28 800,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	31 206,3	34 620,3	62 038,8	45 526,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	-83,0	-699,3	-209,0
Compte financier	-269 794,7	-331 694,5	-480 126,0	-447 654,2
Investissement direct	-123 154,1	-149 036,1	-191 804,5	-69 205,1
Investissements de portefeuille	-35 218,5	-19 486,7	-23 946,9	-117 548,6
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	321,0
Autres investissements	-111 422,2	-163 171,8	-264 374,6	-261 221,5
Erreurs et omissions nettes	9 393,2	8 106,3	7 234,1	2 271,4
Solde global	69 606,8	99 076,9	175 050,5	83 577,8
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-69 606,8	-99 076,9	-175 050,5	-83 577,8
Banque centrale	108 601,3	30 956,7	-46 555,5	-41 187,8
Établissements de dépôts autres que la Banque Centrale	-178 208,1	-130 033,6	-128 495,0	-42 390,0

Source : BCEAO (Octobre 2016)

INTRODUCTION

Au cours de l'année 2015, l'environnement économique et financier international a été marqué par la volatilité des marchés financiers et la baisse des cours des matières premières de base, qui ont induit un rythme de progression de l'activité économique mondiale moins soutenu que prévu. La croissance a poursuivi son ralentissement dans les pays émergents et en développement, tandis que les pays avancés ont connu une reprise modérée.

Globalement, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), établies en octobre 2016, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014.

En Afrique subsaharienne, la croissance a décéléré pour s'établir à 3,4% en 2015, après 5,0% en 2014, sous l'effet de la baisse des prix des produits de base qui a pesé sur les grandes économies de la région, notamment l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria. En particulier au Nigeria, la croissance du PIB a ralenti à 2,7% en 2015, après 6,3% un an plus tôt. Les difficultés du secteur pétrolier, ébranlé par l'effondrement des cours du pétrole sur le marché international, expliquent pour l'essentiel ce ralentissement.

Dans l'UEMOA, l'activité économique est demeurée résiliente, affichant un rythme de progression relativement soutenu. Le PIB réel de l'Union a progressé de 7,0% en 2015, contre 6,5% en 2014. La croissance économique de l'UEMOA a été impulsée par l'augmentation de la production manufacturière, soutenue par l'accroissement de l'offre d'énergie, et le dynamisme de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » (BTP), en relation avec la poursuite des investissements publics et privés dans la plupart des Etats membres de l'Union. Elle a également résulté de la progression de la production agricole au cours de la campagne 2015/2016 et de l'essor de l'activité des services, en raison de la vulgarisation de nouveaux produits, notamment dans le domaine des télécommunications et du développement du *mobile banking*.

S'agissant du niveau général des prix, au cours de l'année 2015, l'inflation a été orientée à la hausse, tout en restant dans les limites compatibles avec la stabilité des prix. Le taux d'inflation en moyenne dans l'Union s'est établi à 1,0% en 2015 contre une réalisation de -0,1% l'année précédente. Le relèvement du niveau général des prix à la consommation en 2015 est imputable principalement aux produits alimentaires locaux, notamment les légumes, les céréales, les tubercules et les produits de la pêche.

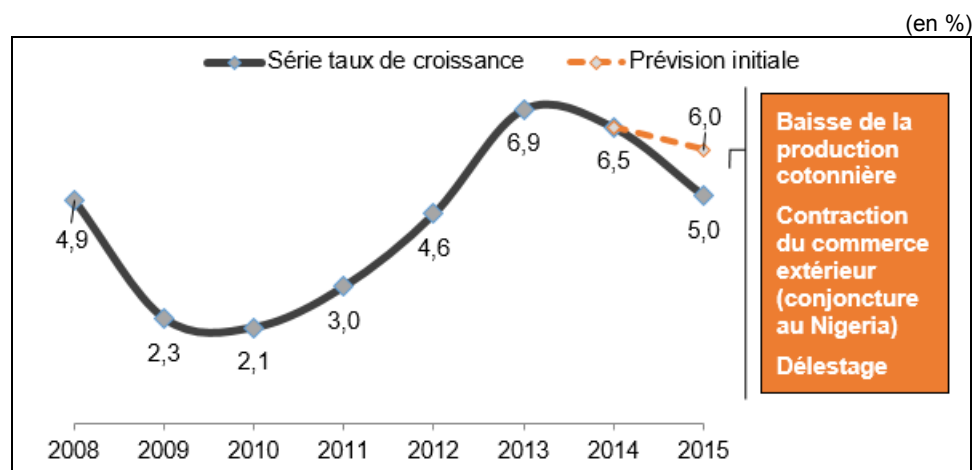
Au Bénin, le taux de croissance économique réel est ressorti à 5,0% en 2015 contre 6,5% en 2014, selon les estimations de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE). Ce ralentissement de la croissance s'explique principalement par les performances de la campagne cotonnière, moins importantes que celles enregistrées une année plus tôt. En effet, la production cotonnière s'est établie à 269.218 tonnes au cours de la campagne² 2015-2016, contre une réalisation de 393.325 tonnes au titre de la campagne 2014-2015, en repli de 31,6%. Cette baisse est consécutive aux poches de sécheresse apparues dans certaines localités de production, notamment dans la région septentrionale.

² Conformément à l'article 5 du Règlement n°11/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 portant adoption des modalités de calcul du PIB dans les États membres de l'UEMOA, la production agricole de la campagne n/n+1 n'est pas ventilée entre les années civiles n et n+1 en fonction du calendrier agricole mais rattachée en totalité à l'année n.

Par ailleurs, dans le cadre des activités commerciales, la cadence d'écoulement des marchandises a ralenti, dans le sillage de la baisse de la demande en provenance du Nigeria. Les réexportations ont ainsi chuté de 32,7%, ressortant à 664.956,9 millions en 2015 contre 882.472,1 millions en 2014.

Les performances économiques en 2015 ont également été érodées par les difficultés d'approvisionnement en énergie électrique, qui ont limité la productivité des entreprises.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel entre 2008 et 2015



Sources : INSAE et DGAE [2016]

La croissance enregistrée en 2015 est principalement liée à la hausse des activités dans les branches des BTP, des télécommunications et des services financiers. Les BTP ont bénéficié du rythme d'exécution soutenu des travaux publics³ et privés. Les données du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) indiquent que les dépenses d'investissements publics se sont élevées à 376.863,1 millions en 2015, contre 249.630,4 millions en 2014, en progression de 51,0%. Quant aux investissements privés, ils sont portés, entre autres, par les sociétés de téléphonie mobile qui ont initié différents chantiers en vue de l'extension de leurs réseaux. S'agissant des services financiers, ils se sont consolidés sous l'effet des activités bancaires. Les emplois des banques ont augmenté de 13,8% entre décembre 2014 et décembre 2015, du fait notamment de l'accroissement du portefeuille des titres émis par les Etats de l'Union pour le financement des travaux publics et la couverture de leurs besoins de trésorerie. Le système financier a également profité de l'expansion des services financiers via la téléphonie mobile, dont la valeur des transactions a plus que décuplé⁴ sur la période sous revue. En particulier, le nombre de porte-monnaie électroniques actifs est estimé à 393.912 à fin décembre 2015, contre 134.766 une année plus tôt.

L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est établie à 0,3% en 2015 contre -1,1% en 2014, se situant ainsi en dessous du seuil de 3% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des États de l'Union. Ce faible niveau de l'inflation est en rapport avec la détente des prix des produits pétroliers et des produits alimentaires sur les marchés internationaux.

³ Ces investissements concernent, entre autres, la construction des routes « Godomey-Hillacondji », « Akassato-Bohicon », « Pahou-Tori Bossito-Allada », le pont de Fifadji et l'assainissement des quartiers environnants.

⁴ La valeur des transactions a évolué de 19,4 milliards en 2014 à 205,5 milliards en 2015.

Les opérations financières de l'Etat, quant à elles, se sont soldées par un creusement du déficit global dons compris (base ordonnancement) qui s'est établi à 7,9% du PIB courant contre 1,9% en 2014, sous l'effet de la hausse des investissements publics, des transferts courants et des prêts nets, à la suite des avances consenties par le Trésor Public aux structures en charge du secteur cotonnier et de la distribution de l'énergie électrique.

La situation monétaire a été marquée par une expansion de la masse monétaire de 146.361,8 millions pour s'établir à 2.173.330,1 millions, soit une augmentation de 7,2% comparativement aux réalisations de 2014. Cette expansion s'est traduite par un relèvement des dépôts en banques de 166.792,2 millions, tandis que la circulation fiduciaire s'est repliée de 22.427,5 millions, en lien avec l'essor des services financiers via la téléphonie mobile. Par contre, l'encours des crédits au secteur privé, au terme des douze mois de l'année 2015, a diminué de 19.763,0 millions ou 1,8%, pour ressortir à 1.064.487 millions. Cette évolution est imputable à la contraction des crédits de campagne (-41.646,0 millions) dont l'impact a été atténué par l'expansion des crédits ordinaires (+21.883,0 millions). La hausse des crédits ordinaires résulte essentiellement de mises en place de prêts en faveur d'entreprises évoluant dans les secteurs des télécommunications, de l'agro-industrie, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie et des BTP. Quant aux créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Publique Centrale (APUC), elle s'est détériorée de 32.100,4 millions, consécutivement aux souscriptions des banques locales aux titres émis en 2015 par le Trésor en appui au programme d'investissement public.

Les comptes extérieurs se sont ressentis de ces différentes évolutions, dégageant un excédent de 83.577,8 millions du solde global de la balance des paiements. Le présent rapport analyse l'évolution des principales composantes des comptes extérieurs du Bénin. Il est organisé en cinq parties, suivant le canevas harmonisé retenu au niveau des pays de l'UEMOA.

1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes affiche un déficit de 8,8% du PIB en 2015 contre un déficit de 9,2% en 2014. Cette atténuation du déficit des transactions courantes, en pourcentage du PIB, est essentiellement imputable à la baisse des importations, en rapport avec la conjoncture économique peu favorable au Nigeria.

Les statistiques de la balance des paiements, compilées conformément à la méthodologie de la 6^e édition du manuel du FMI, indiquent un creusement de la valeur nominale du déficit structurel du compte courant dont le solde s'est établi à 440.464,8 millions en 2015, contre 437.515,0 millions en 2014. Toutefois, en valeur relative, le déficit du solde s'est atténué en s'établissant à -8,8% du PIB en 2015, contre -9,2% du PIB en 2014.

L'évolution du solde des transactions courantes sur les cinq dernières années est présentée dans le tableau ci-après, sur la base des données ajustées⁵.

Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Biens et services	-303 063,0	-362 824,9	-424 099,0	-552 380,4	-496 342,7
Biens	-259 312,9	-285 624,9	-302 269,0	-351 261,1	-298 511,4
Services	-43 750,1	-77 200,0	-121 830,0	-201 119,2	-197 831,3
Revenu primaire	-7 314,6	-34 071,8	-34 087,3	-30 235,6	-28 819,7
Revenu secondaire	66 818,0	102 338,4	125 610,6	145 100,9	84 697,7
Solde du compte courant	-243 559,6	-294 558,3	-332 575,6	-437 515,0	-440 464,8
Solde du compte courant (hors dons)	-258 617,0	-326 406,9	-371 612,8	-481 545,4	-458 687,5
PIB Nominal	3 687 300,0	4 144 000,0	4 501 200,0	4 734 000,0	5 002 200,0
Solde courant (en % PIB)	-6,6	-7,1	-7,4	-9,2	-8,8

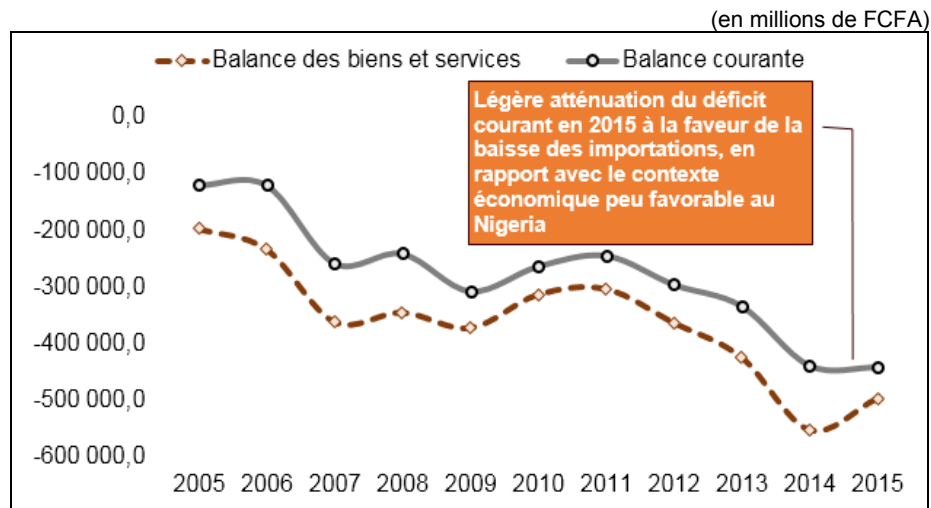
Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2016)

En règle générale au Bénin, l'évolution du solde des transactions courantes est imprimée par la balance des biens et des services, comme l'illustre le graphique 2. En effet, la structure de l'économie béninoise est dominée par les activités d'importation de marchandises, réexportées par la suite vers le Nigeria et les pays de l'hinterland (Mali, Niger et Burkina Faso).

En 2015, l'entrée en vigueur du TEC de la CEDEAO, les mesures en vigueur au Nigeria ainsi que le contexte économique de ce pays ont contribué à freiner l'activité de réexportation et par conséquent le niveau des importations de biens et les services de fret payés à l'étranger.

⁵ Les statistiques du commerce extérieur élaborées par l'INSAE sont ajustées par les résultats de la réconciliation des données du commerce intra UEMOA et les estimations du commerce informel.

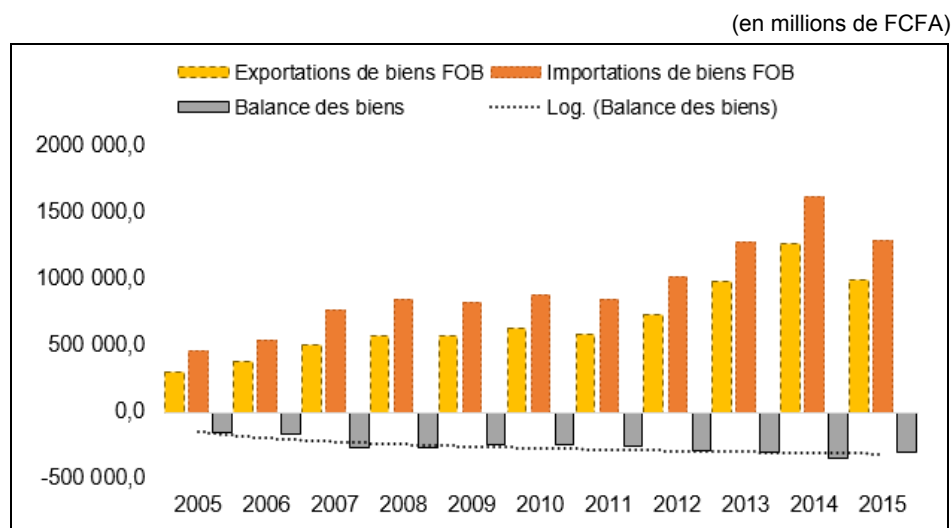
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2005 et 2015



1.1. Balance des biens

La balance commerciale maintient un profil déficitaire. Le déficit de la balance commerciale, qui était de 351.261,1 millions en 2014, s'est contracté de 15,0% pour atteindre 298.511,4 millions en 2015. Dans le même sens, le ratio du déficit commercial rapporté au PIB s'est amélioré, pour se situer à -6,0% contre -7,4% en 2014.

Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2005 et 2015



L'amélioration de la balance commerciale entre 2014 et 2015 résulte d'une diminution des importations (-324.934,3 millions), plus importante que celle des exportations (-272.184,7 millions), en valeur absolue. Par contre, en valeur relative, la baisse des exportations (-21,5%) est plus prononcée que celle des importations (-20,1%). De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations a baissé, passant de 78,3% en 2014 à 76,9% en 2015. Les principaux produits à l'origine de cette évolution des exportations et des importations, ainsi que les facteurs économiques sous-jacents sont détaillés ci-après.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens FOB (1)	588 547,0	736 497,8	979 125,7	1 267 286,2	995 101,5
Importations de biens FOB (2)	847 859,9	1 022 122,6	1 281 394,7	1 618 547,3	1 293 613,0
Balance commerciale de biens	-259 312,9	-285 624,8	-302 269,0	-351 261,1	-298 511,4
Taux de couverture (1)/(2) (en %)	69,4	72,1	76,4	78,3	76,9
Degré d'ouverture commerciale (1)+(2) / PIB nominal (en %)	39,0	42,4	50,2	61,0	45,8
Ratio Exportations/PIB nominal (en %)	16,0	17,8	21,8	26,8	19,9
Ratio Importations/PIB nominal (en %)	23,0	24,7	28,5	34,2	25,9

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2016)

1.1.1. Exportations de biens**1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens**

Les exportations de biens (valeurs FOB) ajustées en 2015 sont arrêtées à 995.101,5 millions contre 1.267.286,2 millions une année plus tôt. Réparties suivant les principales composantes de la MBP6, ces exportations sont constituées principalement des marchandises générales, notamment des biens réexportés (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2010 à 2015

(en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	586 324,0	726 249,8	970 214,8	1 287 259,9	983 361,7
<i>dont réexportations</i>	228 134,9	446 998,6	596 074,2	882 472,2	664 956,9
Exportations nettes dans le cadre du négoce international**	2 223,0	271,0	-1 585,1	-30 721,0	2 867,6
Or non monétaire	0,0	9 976,9	10 496,0	10 747,3	8 872,2
<i>dont réexportations</i>	0,0	9 976,9	10 496,0	10 747,3	8 872,2
Total exportations de biens	588 547,0	736 497,8	979 125,7	1 267 286,2	995 101,5

Sources : INSAE-BCEAO (octobre 2016)

**Transactions liées aux produits pétroliers

Les transactions relatives à la réexportation y figurent pour un montant de 664.956,9 millions en 2015 contre 882.472,2 millions en 2014. La baisse des réexportations en 2015 s'explique par la conjoncture économique peu favorable au Nigeria et les mesures prises par les Autorités de ce pays pour limiter l'importation de certains produits, en provenance du Bénin (Cf. encadré 2).

S'agissant de l'or non monétaire, l'exploitation aurifère au Bénin demeure traditionnelle. Les quantités d'or brut, en provenance des pays de l'hinterland, notamment le Mali et le Niger, sont enregistrées à l'aéroport de Cotonou, en réexportation vers les pays occidentaux. Le niveau de la réexportation d'or est ressorti à 8.872,2 millions en 2015 contre 10.747,3 millions une année plus tôt.

Encadré 2 : Réexportation vers le Nigeria

Au Bénin, l'activité de réexportation de biens évolue au rythme des mesures douanières en vigueur au Nigeria. Ces mesures visent à protéger la production locale nigériane par des restrictions sur les importations de certains produits tels que le riz, les huiles végétales, les poissons congelés, les friperies et les véhicules d'occasion.

En 2015, le Gouvernement fédéral du Nigeria a pris plusieurs mesures qui ont eu des conséquences négatives pour l'activité de réexportation au Bénin. Il s'agit de :

- la réouverture de ports en eaux profondes qui étaient précédemment fermés ;
- l'autorisation de l'importation de riz par les frontières maritimes et leur interdiction au niveau des frontières terrestres ;
- l'installation d'usines à capitaux malaisiens pour la production d'huiles végétales ;
- le durcissement des mesures prohibitives de l'entrée sur le territoire nigérian de produits congelés (viandes, abats comestibles, poissons, ...) ;
- l'installation de plusieurs usines de montage de véhicules neufs.

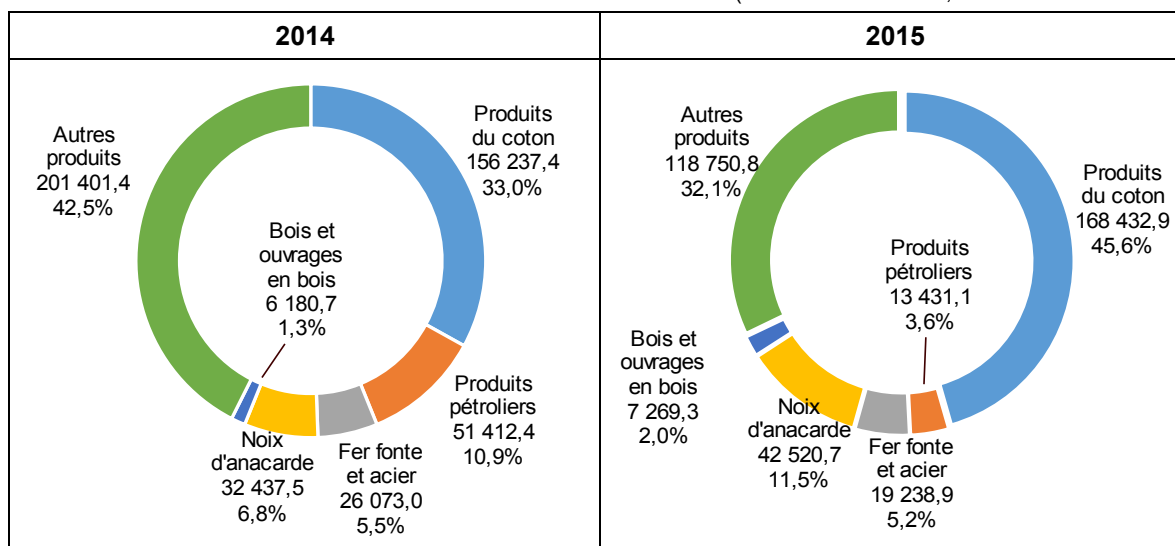
Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Bénin

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

Les exportations officielles du Bénin restent dominées par les produits du coton qui représentent plus du tiers des ventes à l'étranger. Le Bénin exporte également la noix d'anacarde, le bois et les ouvrages en bois dont les valeurs demeurent encore faibles, comparativement au coton fibre. Les exportations de fer, fonte et acier se composent de la production des industries métallurgiques ainsi que de la ferraille expédiée vers les pays asiatiques, tandis que les produits pétroliers exportés proviennent des importations.

Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2014 et en 2015

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)



Source : INSAE (octobre 2016)

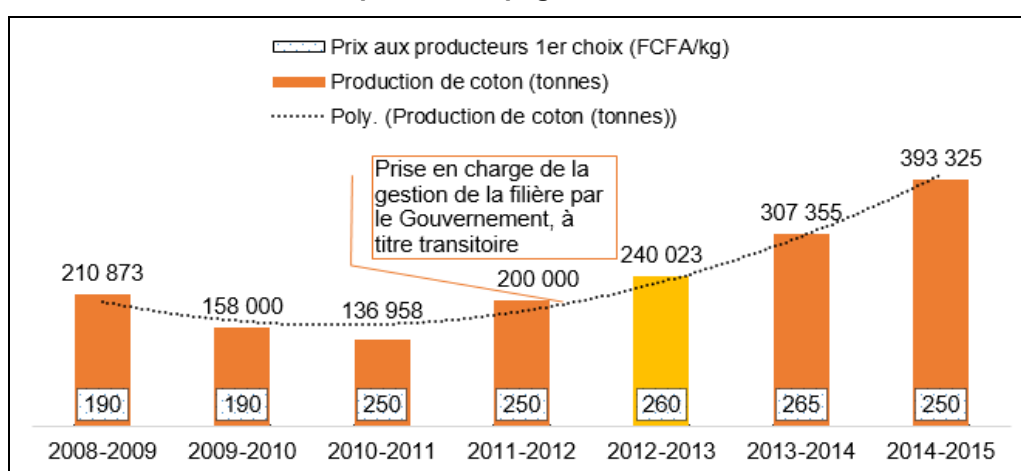
1.1.1.2.1. Coton et ses dérivés

La quantité de coton fibre exportée s'est accrue de 186.037,1 tonnes en 2014 à 237.406,6 tonnes en 2015, soit 27,6%, en liaison avec l'évolution de la campagne cotonnière 2014-2015⁶ qui s'est soldée par une production de coton graine de 393.325 tonnes contre 307.355 tonnes lors de la campagne précédente, selon les données officielles.

La production cotonnière s'est ainsi redressée pour la troisième année consécutive, malgré la baisse du cours de la fibre sur les marchés internationaux.

Le cours moyen de placement de la fibre de coton à l'extérieur s'est élevé à 680,7 FCFA le kilogramme en 2015, contre 718,8 FCFA le kilogramme en 2014. De manière subséquente, les ventes à l'étranger de fibre de coton se sont établies à 161.610,0 millions en 2015 contre 150.434,9 millions en 2014, en hausse de 11.175,1 millions.

Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2008-2009



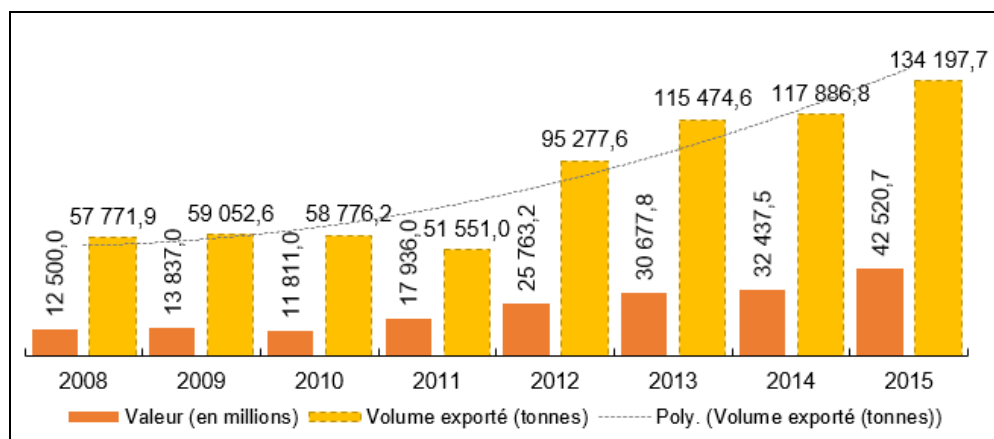
Sources : INSAE et Ministère en charge de l'Agriculture (Juin 2015)

1.1.1.2.2. Noix de cajou

La noix d'anacarde émerge progressivement comme la seconde culture d'exportation après le coton. Sa production est tirée par l'intérêt croissant des agriculteurs pour cette culture, dont les cours sur le marché international se sont redressés, sous l'effet de la hausse de la demande mondiale, en provenance notamment d'Asie, d'Europe et des Etats-Unis. Les ventes à l'étranger se sont élevées à 42.520,7 millions en 2015, en hausse de 31,1% par rapport à 2014 où elles s'étaient établies à 32.437,5 millions.

⁶ Les exportations de coton effectuées à l'année n sont relatives à la campagne (n-1)-n.

Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2008 et 2015



Sources : INSAE-DGDDI (Octobre 2016)

1.1.1.2.3. Fer, fonte et acier

Les produits en « fer, fonte et acier » sont principalement exportés par les industries métallurgiques en direction des pays de l'Afrique de l'Ouest (Niger, Togo et Burkina Faso) et de l'Afrique Centrale (Tchad). Outre la production industrielle, les exportations inscrites sous cette rubrique se rapportent à la ferraille issue de la récupération. La ferraille est acquise par des grossistes auprès des collecteurs ou des intermédiaires qui parcourent les domiciles ainsi que les garages pour récupérer les articles ménagers et les véhicules usagers, préalablement concassés. Ces produits sont par la suite exportés vers l'Asie, principalement la Chine, l'Inde et le Vietnam. En 2015, cette activité de récupération a représenté 20,2% des ventes totales à l'étranger des produits en « fer, fonte et acier », selon les statistiques officielles.

Globalement, les exportations de « fer, fonte et acier » ont baissé de 26,2% en valeur pour s'établir à 19.238,9 millions en 2015 contre 26.073,0 millions en 2014, en liaison avec une baisse de la demande au plan mondial, notamment de la demande émanant de la Chine. En outre, en volume, les exportations ont reculé de 40,1%, passant de 214.432,6 tonnes à 128.493,8 tonnes sur la période sous revue. Sur les marchés internationaux, les cours des principaux métaux ont reculé, en raison du surplus des matières premières minérales et des stocks élevés. L'indice moyen des prix des métaux a ainsi perdu 15,7% entre 2014 et 2015 (INSEE⁷, 2016).

1.1.1.2.4. Produits pétroliers

Les produits pétroliers exportés proviennent des importations. Il s'agit donc de réexportations qui ont fortement baissé, passant de 51.412,4 millions en 2014 à 13.431,1 millions en 2015, en liaison avec le recul du transit via le port de Cotonou. Ces réexportations ont été effectuées principalement par les sociétés ORYX Bénin (53,6%), ADDAX Energy (17,0%), Puma Energy Bénin (10,3%) et Corlay Bénin (7,9%), selon les statistiques officielles.

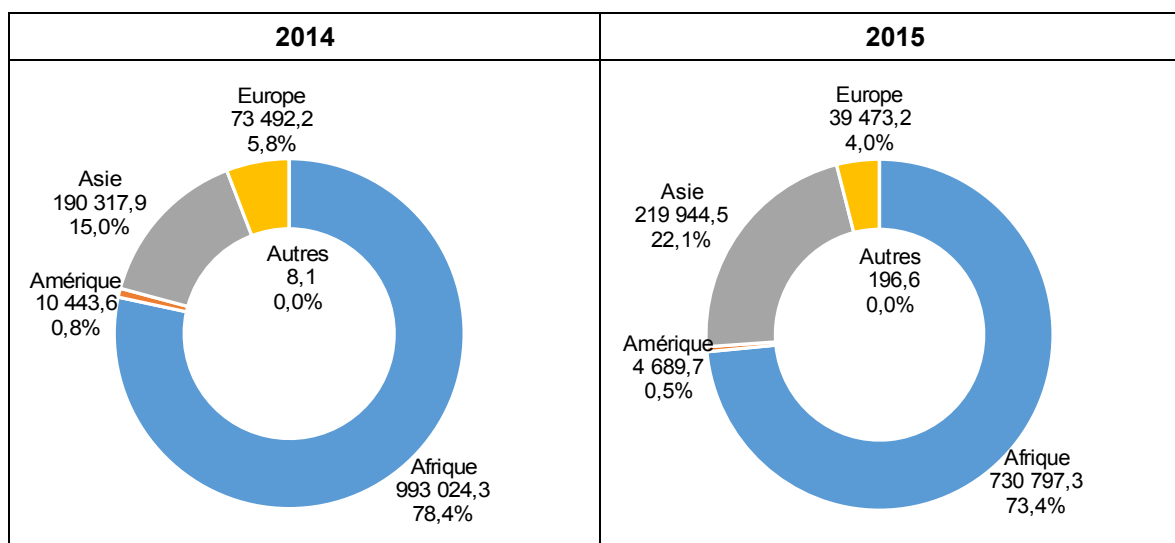
1.1.1.3. Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations ajustées⁸, pour tenir compte du commerce non contrôlé, indique une évolution des flux en faveur de l'Afrique et de l'Asie qui sont les

⁷ Selon les données publiées sur le site de l'INSEE à l'adresse <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/serie.asp?idbank=000810671>

principaux partenaires commerciaux du Bénin avec des parts de marché respectives de 73,4% et de 22,1% en 2015. L'Europe, en recueillant 4,0% des ventes à l'étranger en 2015, représente le troisième partenaire commercial du Bénin.

Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2014 et en 2015



Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2016)

En Afrique, en dehors de l'UEMOA, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin en 2015 sont le Nigeria (58,1%), le Niger (6,4%) et le Mali (3,5%). Les exportations du Bénin en direction du Nigeria sont en baisse, passant de 645.396,9 millions en 2014 à 578.309,6 millions en 2015. Cette diminution concerne le commerce de riz, des graisses et huiles végétales, des friperies ainsi que du fer, de la fonte et de l'acier.

Les exportations vers les pays de l'UEMOA sont repli de 44,9% pour ressortir à 122.444,6 millions en 2015 contre 222.414,5 millions en 2014. Les échanges intra-UEMOA représentent 12,3% des exportations totales du Bénin. Les principaux clients du Bénin dans l'UEMOA sont le Niger (6,4%), le Mali (3,5%) et le Togo (1,2%). Le Togo importe du Bénin les poissons congelés, les produits pétroliers, les médicaments ainsi que de la peinture. En ce qui concerne les exportations vers le Mali, elles portent essentiellement sur les produits pétroliers. Quant au Niger, il importe du Bénin les produits alimentaires et métallurgiques.

En Asie, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin sont l'Inde (4,9%), la Malaisie (3,3%), Singapour (2,9%), le Vietnam (2,8%), le Bangladesh (2,8%) et la Chine (2,0%). Il est observé depuis 2013 une perte des parts de marché de la Chine au profit des pays de l'Asie du Sud-Est. Les exportations en direction de la Chine sont essentiellement constituées du coton (78,8%), de fer, fonte et acier (10,9%) et du bois (3,3%). L'Inde, quant à elle, importe en grande partie du Bénin la noix d'anacarde (76,2%), le bois (11,7%) et le coton (5,1%).

⁸ Cette partie de l'analyse porte sur les données ajustées, c'est-à-dire, les statistiques officielles complétées des informations issues des travaux de réconciliation des échanges intracommunautaires et des estimations de l'INSAE sur le commerce non contrôlé. Ces estimations concernent les échanges non officiels avec le Nigeria.

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) se sont inscrites en retrait de 20,1% pour ressortir à 1.293.613,0 millions en 2015 contre 1.618.547,3 millions en 2014. Elles sont constituées exclusivement des marchandises générales. L'évolution des importations de marchandises générales sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2011 à 2015

(en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	847 859,9	1 022 122,6	1 281 394,7	1 618 069,6	1 293 613,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	-	-	-	477,7	-
Total importations de biens	847 859,9	1 022 122,6	1 281 394,7	1 618 547,3	1 293 613,0

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2016)

Selon les statistiques officielles du commerce extérieur, les importations totales (CAF) sont en diminution de 20,1% en valeur pour s'établir à 1.482.471,7 millions en 2015 contre 1.854.702,7 millions, un an plus tôt, dans un contexte marqué par l'entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO à partir du 1^{er} janvier 2015 (Cf. encadré 3 ci-dessous) et des mesures restrictives au Nigeria à l'égard des produits réexportés par voies terrestres par le Bénin. En volume, les importations totales ont reculé de 12,5% en passant de 4,8 millions de tonnes en 2014 à 4,2 millions de tonnes en 2013.

Encadré 3 : Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO

Le 25 octobre 2013 à Dakar, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adopté le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le TEC de la CEDEAO s'inspire dans ses grandes lignes du TEC de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) adopté par le Règlement communautaire n°02/97/CM/UEMOA.

La principale innovation du TEC de la CEDEAO réside dans l'introduction d'une 5^e bande tarifaire, en complément des quatre bandes que comporte le TEC de l'UEMOA, pour assurer une protection temporaire au secteur industriel des pays membres par l'application d'un taux de droit de douane supérieur à 20% sur les produits concernés à l'importation. Les produits de la 5^e bande sont, entre autres, (i) les volailles, viandes et préparations carnées, (ii) les yaourts et fromages ; (iii) les pommes de terres et oignons, (iv) les farines de céréales et les huiles végétales raffinées, (v) les pâtes alimentaires et biscuits, (vi) les boissons alcoolisées ou non.

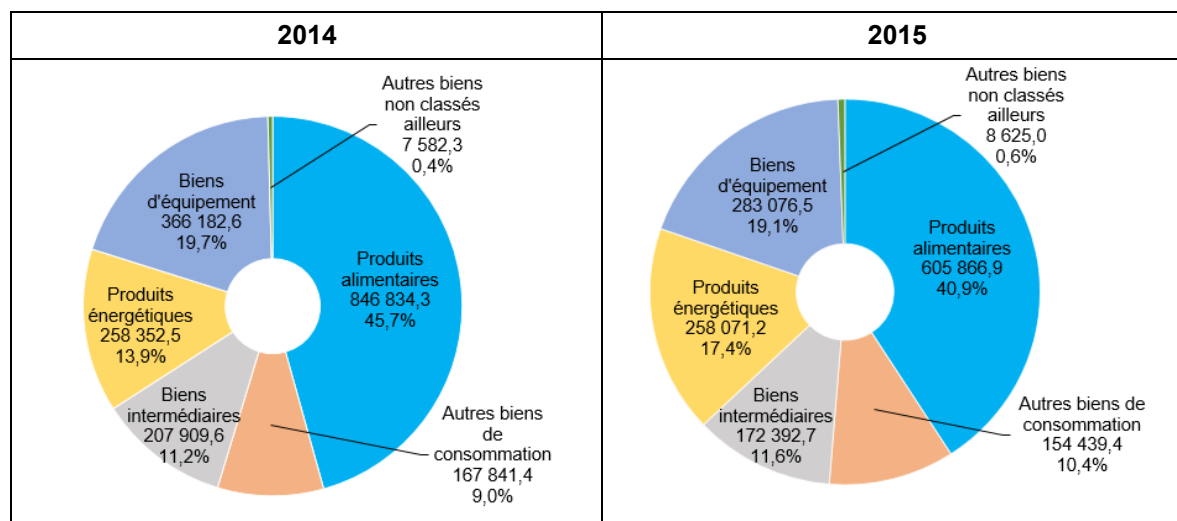
Selon une étude réalisée par la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation en 2013, l'impact du TEC-CEDEAO (entré en vigueur le 1^{er} Janvier 2015) sur l'économie béninoise dépendra du comportement du commerce de réexportation. Si ce commerce se maintient, l'application de cette réforme se traduira par un accroissement des recettes douanières béninoises. Par contre, si l'activité baisse, les recettes devraient s'en ressentir. Les simulations montrent qu'à partir d'une baisse de trafic de 40%, les recettes douanières commenceraient à afficher une baisse par rapport aux années antérieures. Compte tenu du degré de protection de l'économie nigériane, des différences de niveaux de taxation à la porte devraient continuer à exister entre le Bénin et le Nigeria à moyen terme, en raison des taxes complémentaires prévues par le TEC pour permettre un ajustement progressif de tous les pays.

Source : Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2015-2017, version de juin 2014, Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation.

A la suite des ajustements opérés, pour tenir compte des transactions non enregistrées, le montant total des importations CAF ressort à 1.514.552,2 millions, représentant 30,3% du PIB nominal en 2015 contre 40,0% en 2014. L'évolution des importations de marchandises générales au cours des cinq dernières années est fournie en annexe 7.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2014 et en 2015



Source : INSAE (Octobre 2016)

La composition des importations reflète la structure de l'économie béninoise, dominée par les activités commerciales. En 2015, l'évolution des importations a également été imprimée par la poursuite des grands travaux initiés par le Gouvernement et le secteur privé. Par ailleurs, les importations de produits énergétiques se sont poursuivies. Ces importations ont servi à couvrir le déficit énergétique national et à la réexportation vers les pays voisins.

Ainsi, les produits alimentaires demeurent les principaux produits d'importation avec une proportion de 40,9% en 2015 contre 45,7% en 2014. En diminuant de 28,5% en valeur et de 17,4% en volume d'une année à l'autre, les achats à l'étranger de produits alimentaires expliquent, en partie, l'évolution des importations en 2015. Ces produits alimentent essentiellement le commerce transfrontalier de réexportation informelle. Il s'agit notamment du riz, dont les importations ont atteint 271.708,7 millions en 2015 contre 504.658,5 millions en 2014.

S'agissant des biens d'équipement, ils ont représenté 19,1% des importations officielles en 2015 contre 19,7% en 2014. En valeur, les achats à l'étranger de biens d'équipement ont reculé de 22,7% pour s'établir à 283.076,5 millions.

En ce qui concerne les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 258.071,3 millions, en baisse de 0,1% en variation annuelle. Elles représentent 17,4% des importations totales. La diminution observée provient des hydrocarbures, dont les achats à l'étranger ont reculé de 2,2% sous l'impulsion de la détente des prix sur les marchés internationaux.

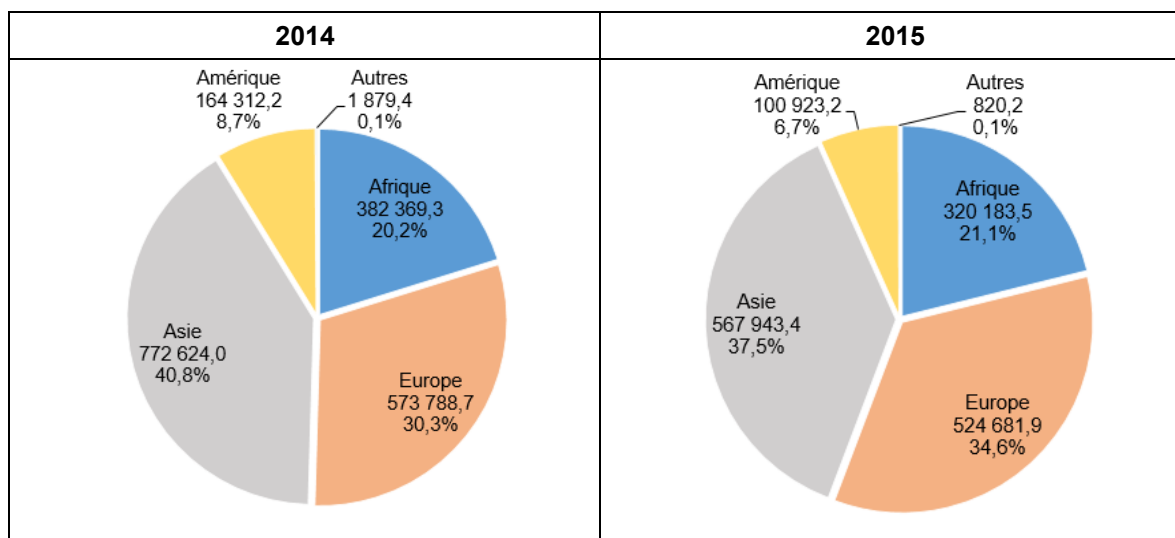
Enfin, les importations de biens intermédiaires ont baissé de 17,1% pour atteindre 172.392,7 millions en 2015. Elles représentent 11,6% des importations officielles du Bénin. Le repli observé en 2015 est porté par toutes les sous-catégories de produits, en particulier les

produits chimiques (-27,5%). La diminution des importations de produits chimiques est à mettre en liaison avec l'installation de la Nouvelle Cimenterie du Bénin dont la mise en exploitation a induit une baisse des importations de clinker et de ciment.

1.1.2.3. Répartition géographique des importations

Les statistiques ajustées indiquent que les principaux partenaires du Bénin à l'importation en 2015 se trouvent en Asie (37,5%), en Europe (34,6%) et en Afrique (21,1%). Les importations en provenance du continent américain représentent 6,7% des importations totales du Bénin en 2015.

Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2014 et en 2015



Source : INSAE-BCEAO (Octobre 2016)

Comparativement à l'année précédente, la part des importations en provenance de l'Asie a reculé au profit des importations venant de l'Europe. En effet, la France (11,5% en 2015 contre 7,9% en 2014) et l'Espagne (5,8% en 2015 contre 2,7% en 2014) ont gagné des parts de marché au détriment de la Thaïlande (7,5% en 2015 contre 11,8% en 2014) et de l'Inde (9,5% en 2015 contre 12,5% en 2014).

En Afrique, les principaux pays africains fournisseurs du Bénin en 2015 sont le Togo (7,6%) et le Nigeria (3,1%). Le Bénin importe essentiellement de l'énergie électrique du Togo, par le biais de la Communauté Electrique du Bénin.

1.2. Balance des services

La balance des services s'est améliorée de 3.287,9 millions d'une année à l'autre, en affichant un solde déficitaire de 197.831,3 millions en 2015 contre un déficit de 201.119,2 millions en 2014. Le déficit de la balance des services s'est ainsi réduit, évoluant de 4,2% du PIB en 2014 à 4,0% du PIB en 2015, dans le sillage de la balance commerciale.

En effet, l'évolution favorable des services est essentiellement imputable aux dépenses de fret et d'assurance qui évoluent proportionnellement aux importations. En particulier, depuis l'élaboration de la balance des paiements pour l'année 2014, le taux de fret et d'assurance a été estimé à 14,7% (Cf. encadré 4).

**Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes
de 2011 à 2015**

(en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Transports	-95 508,5	-129 864,6	-134 039,6	-192 198,9	-173 632,6
<i>dont fret</i>	-100 071,6	-110 333,9	-130 244,5	-188 240,0	-133 923,9
Voyages	59 800,6	64 900,4	74 254,8	47 919,0	46 460,5
Autres services	-8 042,2	-12 235,8	-62 045,2	-56 839,3	-70 659,3
Services nets	-43 750,1	-77 200,0	-121 830,0	-201 119,2	-197 831,3
Services nets/PIB (en %)	-1,2	-1,9	-2,7	-4,2	-4,0

Source : BCEAO (Octobre 2016)

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire du poste « transports » s'est contracté de 18.566,3 millions, pour s'établir à 173.632,6 millions en 2015 contre 192.198,9 millions en 2014. Cette évolution, comme indiqué plus haut, est liée aux dépenses de fret et assurance qui sont en repli de 54.316,1 millions, en relation avec la diminution du volume des marchandises importées.

Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2011 à 2015

(en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Transports	-95 508,5	-129 864,6	-134 039,6	-192 198,9	-173 632,6
Passagers	-3 378,6	-24 824,6	1 507,7	912,2	-42 941,7
Fret	-100 071,6	-110 333,9	-130 244,5	-188 240,0	-131 923,9
Autres	7 941,7	5 293,9	-5 302,8	-4 844,1	1 233,0

Source : BCEAO (Octobre 2016)

Encadré 4 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB

Selon la structure de la balance des paiements du Bénin, l'élément le plus important de la composante des services est la rubrique « fret et assurance ». Le taux de fret global, appliqué aux importations CAF, permet d'estimer le montant total du fret et de l'assurance. Toutefois, compte tenu de la dynamique qui caractérise les échanges de marchandises au plan mondial, les montants de fret et d'assurance peuvent varier d'une période à une autre en fonction des modifications de la structure des échanges, de la volatilité des coûts des facteurs (les produits pétroliers notamment). En conséquence, il est important de procéder à des révisions du taux de fret et d'assurance, afin de rester cohérent avec la dynamique du commerce international des marchandises. Dans cette perspective et conformément aux recommandations du 6^e Manuel de la balance des paiements, la Banque Centrale procède périodiquement à l'actualisation du taux de fret utilisé dans les ajustements de balance des paiements. La dernière actualisation a été opérée en 2015, pour l'élaboration de la balance des paiements de l'année 2014.

La démarche de travail adoptée s'inspire de la note méthodologique validée à l'occasion de la réunion de la Cellule de réconciliation des données des échanges extérieurs des 24 et 25 septembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Elle consiste en un processus de trois étapes qui se déclinent comme suit :

- évaluation de la structure des importations en volume par grands groupes de produits et par zone géographique à partir des statistiques officielles de 2009 à 2013 ;
- déduction des taux de fret par grands groupes de produits et/ou par zone géographique ;
- calcul du taux de fret global de 2014 comme une moyenne pondérée du fret et de l'assurance payés sur les marchandises au cours de la période allant de 2009 à 2013 et recensés dans la base de données du commerce extérieur.

Il ressort des travaux que le taux de fret global s'élèverait en moyenne à 14,7% des importations CAF en 2014 contre 14,4% en 2013. Le fret et l'assurance représenteraient désormais respectivement

Encadré 4 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB

14,2% et 0,5% des importations CAF contre 13,9% et 0,5% auparavant. La hausse du taux de fret de 0,3 point de pourcentage s'explique par la progression des coûts des produits pétroliers entre 2012 et 2013.

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti en excédent de 46.460,5 millions en 2015 contre 47.919,0 millions un an plus tôt, en baisse de 1.458,5 millions. Ce repli est imputable aux voyages à titre personnel, dont la balance s'est contractée de 6.612,4 millions.

Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2011 à 2015

(en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Voyages	59 800,6	64 900,4	74 254,8	47 919,0	46 460,5
à titre professionnel	31 911,8	37 955,4	42 469,5	30 406,3	35 560,2
à titre personnel	27 888,8	26 945,0	31 785,3	17 512,7	10 900,3

Source : BCEAO (Octobre 2016)

1.2.3. Autres services

Le déficit des autres services nets s'est creusé de 3.820,0 millions. Il est ressorti à 60.659,3 millions en 2015, contre 56.839,3 millions en 2014.

En 2013, le déficit des autres services nets s'était fortement creusé de 49.809,4 millions, à la suite des services d'ingénierie déployés dans le cadre des travaux d'exploration pétrolière, dans le bassin sédimentaire des côtes béninoises, au Sud-Est. Sur les six compagnies en contrat avec le Gouvernement béninois, seules trois⁹ ont poursuivi les recherches en 2014. En juin 2015, la dernière compagnie encore en activité, à savoir la société SAPETRO (South Atlantic Petroleum) a arrêté ses activités, tenant compte de l'évolution défavorable des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux.

Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2011 à 2015

(en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-738,0	-1 057,6	-2 006,9	-2 354,0	-8 384,0
Travaux de construction	-1 519,0	-10 129,1	-2 452,1	-8 955,6	15,4
Services d'assurance et de retraite	-9 614,0	-13 336,9	-10 315,6	-8 947,3	-4.793,5
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	1 340,8	1 447,0	9 735,6	9 121,9	-304,5
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés,...)	-2 373,1	-8 686,0	-65 852,5	-61 597,7	-54 517,3
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	6 134,3	5 053,3	7 190,9	10 204,9	1 462,4
Divers autres services	-1 273,2	14 473,6	1 655,4	5 688,4	1 068,7
Total Autres services	-8 042,2	-12 235,8	-62 045,2	-56 839,3	-60 659,3

Source : BCEAO (Octobre 2016)

⁹ Il s'agit de South Atlantic Petroleum et des consortia CBH-SHELL-PETROBRAS et CENTURY-HUNT OIL-SOBEH

1.3. Compte de revenu primaire

Le solde du compte de revenu primaire demeure déficitaire, en raison principalement des dividendes versés aux actionnaires au titre des revenus des investissements étrangers ainsi que des intérêts payés sur les autres investissements et la dette publique.

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2011 à 2015

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Rémunérations des salariés	3 443,3	2 426,2	3 155,8	2 081,1	1 868,5
Revenus des investissements	-10 757,8	-36 498,0	-37 982,9	-32 316,7	-35 710,8
<i>dont intérêts sur la dette publique</i>	-7 831,1	-10 604,7	-11 531,4	-10 601,4	-15 993,7
Autres revenus primaires	0,0	0,0	739,8	0,0	0,0
Balance du revenu primaire	-7 314,6	-34 071,8	-34 087,3	-30 235,6	-38 819,7
Balance revenu primaire / PIB (en %)	-0,2	-0,8	-0,8	-0,6	-0,8

Source : BCEAO (Octobre 2016)

En 2015, les sorties nettes de capitaux au titre du revenu primaire se sont établies à 38.819,7 millions (0,8% du PIB), en progression par rapport à 2014 où elles avaient atteint 30.235,6 millions (0,6% du PIB). Cette évolution résulte de la hausse des intérêts payés au titre de la dette extérieure publique, notamment les emprunts effectués sur le marché financier régional.

Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2011 à 2015

(en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Revenus des investissements directs	-8 830,9	-34 397,6	-62 319,8	-69 105,3	-37 890,0
Dont bénéfiques réinvestis	16 077,0	-5 620,7	-32 465,0	-9 263,8	1 227,8
Revenus des investissements de portefeuille	6 660,9	8 910,8	37 817,7	45 519,2	20 777,2
Revenus des autres investissements	-8 587,8	-11 011,2	-13 480,8	-8 730,5	-18 598,1
Balance des revenus des investissements	-10 757,8	-36 498,0	-37 982,9	-32 316,7	-35 710,8

Source : BCEAO (Octobre 2016)

1.4. Compte de revenu secondaire

Le solde du compte de revenu secondaire maintient un profil excédentaire, en relation avec les envois de fonds des travailleurs et les transferts reçus par les administrations publiques et les organismes privés dans le cadre de l'aide au développement.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2011 à 2015

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Administration publique	15 057,4	31 848,7	39 037,2	44 030,4	18 222,7
<i>dont aide budgétaire</i>	10 317,8	31 541,5	32 791,8	44 131,2	18 245,7
Autres secteurs	51 760,6	70 489,7	86 573,5	101 070,5	66 475,0
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	48 677,0	58 851,6	69 812,0	77 066,2	66 849,6
Balance revenu secondaire	66 818,0	102 338,4	125 610,6	145 100,9	84 697,7
Balance revenu secondaire/PIB (en %)	1,8	2,5	2,8	3,1	1,7

Source : BCEAO (Octobre 2016)

En 2015, le solde du revenu secondaire s'est élevé à 84.697,7 millions (1,7% du PIB), contre 145.100,9 millions (3,1% du PIB) en 2014, en recul de 60.403,2 millions.

Cette évolution est liée au reflux des appuis budgétaires reçus par les administrations publiques (-25.885,5 millions) et des envois de fonds des travailleurs (-10.216,6 millions), dans un contexte économique international peu favorable.

Au titre des appuis budgétaires, les principaux donateurs du Bénin en 2015 sont l'Union Européenne (13.400,0 millions), le PNUD (3.800,0 millions) et Helvetas (486,6 millions). Ces ressources ont notamment bénéficié au secteur agricole.

2. COMPTE DE CAPITAL

Le solde du compte de capital a baissé, pour s'établir à 74.117,0 millions en 2015 contre 125.205,5 millions en 2014. Cette évolution reflète la contraction des transferts en capital reçus par les administrations publiques et les organisations non gouvernementales opérant au Bénin.

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte s'est situé à 74.117,0 millions en 2015 (1,5% du PIB) contre 125.205,5 millions en 2014 (2,6% du PIB), en diminution de 51.088,5 millions.

Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2011 à 2015

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Transferts en capital	125 220,3	84 977,0	91 934,7	125 904,8	74 326,0
Administration publique	87 709,3	53 770,7	57 314,5	63 866,0	28 800,0
<i>dont remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	37 511,0	31 206,3	34 620,3	62 038,8	45 526,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	6,0	0,0	-83,0	-699,3	-209,0
Solde du compte de capital	125 226,3	84 977,0	91 851,7	125 205,5	74 117,0
Solde du compte de capital/PIB (en %)	3,4	2,1	2,0	2,6	1,5

Source : BCEAO (Octobre 2016)

Ce profil baissier est principalement sous-tendu par le recul des transferts en capital reçus par les administrations publiques (-35.066.0 millions) et les organisations non gouvernementales implantées au Bénin (-16.512,8 millions). Les transferts en capital consistent essentiellement en des dons liés aux projets initiés par le Gouvernement en partenariat avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, notamment dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'agriculture, de l'adduction en eau potable et de l'accès à l'énergie. Ces transferts proviennent, pour une grande part, de l'Union Européenne dont les interventions se sont limitées à 9.695 millions en 2015, contre 21.937 millions en 2014.

3. COMPTE FINANCIER

Le compte financier a dégagé un passif net de 447.654,2 millions en 2015 contre 480.126,0 millions en 2014.

Le compte financier⁹ s'est soldé par un passif net de 447.654,2 millions en 2015 contre 480.126,0 millions en 2014. Cette diminution des flux financiers nets reçus résulte d'une baisse des investissements directs reçus par rapport à l'année 2014, malgré une hausse significative des titres publics émis par le Trésor du Bénin et acquis par les investisseurs non résidents.

Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2011 à 2015

(en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Investissements directs	-47 866,9	-123 154,1	-149 036,1	-191 804,5	-69 205,1
Investissements de portefeuille	-27 918,4	-35 218,5	-19 486,7	-23 946,9	-117 548,6
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	321,0
Autres investissements	-21 843,0	-111 422,2	-163 171,8	-264 374,6	-261 221,5
Solde du compte financier	-97 628,4	-269 794,8	-331 694,5	-480 126,0	-447 654,2
Solde du compte financier/PIB	-2,6	-6,5	-7,4	-10,1	-8,9

Source : BCEAO (Octobre 2016)

3.1. Investissements directs

Les entrées nettes d'investissements directs se sont établies à 69.205,1 millions en 2015 contre 191.804,5 millions en 2014, en recul de 122.599,4 millions, en liaison notamment avec l'arrêt des investissements dans le secteur de la recherche pétrolière. Les flux nets d'investissements directs en 2015 sont constitués de prises de participation (36.037,6 millions) et d'instruments de dette (33.167,5 millions).

Les principaux secteurs qui ont reçu ces investissements directs sont les « transports et entreposages » (47,9%), les « banques, assurances et caisses de retraites » (28,7%), le « commerce de gros et de détail » (27,3%) et la « construction » (26,4%). Ces investissements sont notamment portés par la société COMAN SA qui a procédé à l'acquisition de deux nouvelles grues pour les activités de manutention au Port de Cotonou, les banques Société Générale Bénin et Bank Of Africa Bénin dans le cadre du renforcement de leurs fonds propres, Ogar International qui a racheté les filiales de FEDAS au Bénin, les sociétés de distribution de produits pétroliers à la faveur de l'extension de leur capacité de stockage (ORYX), les entreprises de génie civil impliquées dans l'exécution des travaux publics (COLAS et SOGEA SATOM).

La France (91,3%), les pays de la CEMAC (18,0%), la Suisse (7,2%), le Niger (2,9%) et la Côte d'Ivoire (2,3%) sont les principaux pourvoyeurs des investissements directs au Bénin en 2015 (Cf. annexe 4).

⁹ Compilé suivant l'optique BCEAO.

3.2. Investissements de portefeuille

Les flux financiers nets reçus au titre des investissements de portefeuille sont évalués à 117.548,6 millions en 2015 contre 23.946,9 millions, une année plus tôt. Cette évolution reste principalement portée par les souscriptions des investisseurs des autres Etats de l'Union aux émissions de titres (bons et obligations) du Trésor Public du Bénin.

En 2015, le Trésor Public du Bénin a levé sur le marché des titres publics de l'Union un montant de 599,6 milliards contre 369,4 milliards en 2014. Sur ces montants, les acquisitions des investisseurs des autres pays de l'Union sont ressorties à 331,1 milliards en 2015 contre une réalisation de 253,5 milliards en 2014, en hausse de 77,6 milliards.

3.3. Autres investissements

Les autres investissements nets se sont soldés par un passif net de 261.221,5 millions en 2015 alors qu'ils étaient évalués à 264.374,6 millions en 2014. Ce niveau de réalisation est principalement imprimé par les tirages nets effectués par l'Administration Centrale sous forme d'emprunts auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Les tirages nets effectués par l'Administration Centrale sont ressortis à 205.234,8 millions en 2015, en repli de 4.953,8 millions comparativement à 2014. Les fonds ont été mobilisés principalement auprès de la Banque Mondiale (73.767,1 millions), de la Banque Africaine de Développement (25.923,3 millions), de la Chine (45.463,2 millions), de l'Arabie Saoudite (9.713,2 millions) et de la Banque Ouest Africaine de Développement (21.900,0 millions).

Les investissements des autres secteurs sont marqués par un accroissement des dettes nettes de 56.245,7 millions, essentiellement des crédits commerciaux (+36.820,2 millions) et des prêts (+21.206,8 millions). Les crédits commerciaux ont profité aux sociétés de télécommunications (MTN Bénin et ETISALAT Bénin), à la Société Béninoise d'Energie Electrique et à la société commerciale EREVAN, qui intervient dans la distribution générale à travers ses supermarchés. Quant aux prêts, ils ont été mobilisés auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement.

4. CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2015, les transactions économiques se sont soldées par un excédent des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires de 83.577,8 millions contre 175.050,5 millions en 2014. Cette évolution à la baisse porte l'empreinte de l'arrêt des travaux d'exploration pétrolière, dans le bassin sédimentaire des côtes béninoises, au Sud-Est ainsi que de la hausse des engagements extérieurs des banques.

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire.

4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont consolidés de 41.187,8 millions entre 2014 et 2015 pour ressortir à 302.222,5 millions.

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2011 à 2015

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
AVOIRS	453 643,2	354 135,1	329 031,9	395 161,0	441 519,9
Position de réserve	5 492,0	1 459,2	273,7	4 765,0	2 736,8
DTS détenus	38 689,4	38 004,7	36 353,4	38 887,7	36 597,8
Avoirs en devises	409 461,8	314 671,2	292 404,8	351 508,3	402 185,3
ENGAGEMENTS	101 006,8	108 699,2	114 552,7	134 126,3	139 297,4
Recours au crédit du FMI	43 923,7	59 048,4	63 915,9	72 692,9	72 513,8
Allocation de DTS	46 050,9	45 247,3	43 364,4	46 313,9	49 399,9
Banques et Institutions étrangères	11 032,2	4 403,5	7 272,4	12 415,0	10 660,4
Autres engagements en monnaies étrangères					
Autres dépôts étrangers					
Transferts à exécuter	0,0	0,0	0,0	2 704,5	6 723,3
AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)	352 636,4	245 435,9	214 479,2	261 034,7	302 222,5

Source : BCEAO (Octobre 2016)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagement nets

La progression des avoirs en 2015 provient principalement de l'augmentation des avoirs en devises (+50.677,0 millions), malgré un recul de la position de réserve (-2.028,2 millions) et des droits de tirages spéciaux détenus (-2.288,9 millions). Quant aux engagements, ils ont été tirés par les transferts à exécuter (+4.018,8 millions) et les allocations de DTS (+3.086,0 millions).

Le raffermisssement des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale a été notamment favorisé par le rapatriement des recettes d'exportation. En effet, entre 2014 et 2015, les recettes d'exportation cédées à la Banque Centrale se sont accrues de 118.689,4 millions à 135.151,7 millions, en lien la bonne tenue de la campagne cotonnière et des ventes de noix de cajou au titre de la saison 2014-2015.

4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des institutions de dépôt autres que la Banque Centrale, constituées des banques, s'est renforcée de 42.390,0 millions, en passant de 804.086,3 millions en 2014 à 846.476,3 millions en 2015. Les avoirs des banques locales sont essentiellement placés dans les autres Etats de l'Union, à travers l'acquisition des titres sur le marché régional.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

POSTES	2011	2012	2013	2014	2015
AVOIRS	527 096,0	767 804,0	939 081,0	1 140 502,0	1 378 358,0
Banques	527 096,0	767 804,0	939 081,0	1 140 502,0	1 378 358,0
Autres institutions monétaires					
ENGAGEMENTS	158 345,6	222 246,3	263 489,7	336 415,7	531 881,7
Banques	158 345,6	222 246,7	263 489,7	336 415,7	531 881,7
Autres institutions monétaires					
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)	368 750,4	545 557,7	675 591,3	804 086,3	846 476,3

Source : BCEAO (Octobre 2016)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagement nets

4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires

Au total, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis excédentaires de 83.577,8 millions en 2015 contre 175.050,5 millions en 2014. Cette évolution à la baisse porte l'empreinte de l'arrêt des travaux d'exploration pétrolière, dans le bassin sédimentaire des côtes béninoises, au Sud-Est ainsi que de la hausse des engagements extérieurs des banques, notamment Ecobank, Diamond Bank, Orabank, BGFIBank et Bank Of Africa. L'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit.

Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
1. Variation des AEN du secteur bancaire	-151 183,4	-176 807,3	-130 033,6	-128 495,0	-42 390,0
2. Variation des AEN de la Banque Centrale	163 054,0	107 200,5	30 956,7	-46 555,5	-41 187,8
Solde monétaire (1+2) (a)	11 870,6	-69 606,8	-99 076,9	-175 050,5	-83 577,8
Contrepartie de réévaluations (b)	0,0	0,0	0	0,0	0,0
Solde économique (a+b)	11 870,6	-69 606,8	-99 076,9	-175 050,5	-83 577,8

Source : BCEAO (Octobre 2016)

Par convention : Signe (+) = Variation négative ; Signe (-) = Variation positive

4.4. Réconciliation avec les statistiques monétaires

Du fait de la prise en compte ou de l'élimination en balance des paiements de certains mouvements de capitaux alors qu'ils sont exclus ou intégrés dans les statistiques monétaires, il existe généralement un écart entre la variation des avoirs extérieurs nets issue de la balance des paiements et la variation présentée par les statistiques monétaires. Cet écart est ressorti à -100,0 millions en 2015.

La correspondance entre ces deux séries statistiques est retracée ci-dessous.

Tableau 18 : Correspondance statistiques monétaires-balance des paiements

(en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014
I - Avoirs et engagements des banques						
AVOIRS						
Statistiques monétaires	528 074,0	767 804,0	939 081,0	1 140 502,0	1 378 358,0	237 856,0
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-4 890,0	-5 011,0	-7 428,0	-3 802,0	-785,0	3 017,0
Dépôts et cautionnement	5,0	5,0	24,0	27,0	29,0	2,0
Débiteurs divers	0,0	79,0	79,0	79,0	78,0	-1,0
Billets externes UMOA	2 509,0	5 041,0	8 297,0	8 297,0	6 305,0	-1 992,0
Ajustements	1 380,0	-114,0	-972,0	-4 601,0	-5 627,0	-1 026,0
Enregistrement en balance des paiements	527 096,0	767 804,0	939 081,0	1 140 502,0	1 378 358,0	237 856,0
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires	163 752,0	227 337,0	268 595,0	341 538,0	536 904,0	195 366,0
Comptes exigibles après encaissement	-11 079,0	-11 080,0	-14 203,0	-17 214,0	-15 146,0	2 068,0
Versements à effectuer sur titres de placement						
Créditeurs divers	603,0	765,0	132,0	67,0	3 579,0	3 512,0
Titres immobilisés	645,0	707,0	692,0	740,0	822,0	82,0
Dépôts des émigrés						
Ajustements	4 424,6	4 517,3	8 273,7	11 284,7	5 722,7	-5 562,0
Enregistrement en balance des paiements	158 345,6	222 246,3	263 489,7	336 415,7	531 881,7	195 466,0
II - Avoirs et engagements de la BCEAO						
AVOIRS						
Statistiques monétaires	453 643,2	354 135,1	329 031,9	395 161,0	441 519,9	46 358,9
Position de réserves et DTS détenus						
Ajustements						
Enregistrement en balance des paiements	453 643,2	354 135,1	329 031,9	395 161,0	441 519,9	46 358,9
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires	101 006,8	108 699,2	114 552,7	134 126,3	139 297,4	5 171,1
Allocation de DTS	-46 050,9	-45 247,3	-43 364,4	-46 313,9	-49 399,9	-3 086,0
Ajustements	46 050,9	45 247,3	43 364,4	46 313,9	46 399,9	86,0
Enregistrement en balance des paiements	101 006,8	108 699,2	114 552,7	134 126,3	139 297,4	5 171,1

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014
Avoirs extérieurs nets totaux (statistiques monétaires) (A)	716 958,4	785 902,9	884 965,2	1 059 998,7	1 143 676,5	83 677,8
Banques	364 322,0	540 467,0	670 486,0	798 964,0	841 454,0	42 490,0
BCEAO	352 636,4	245 435,9	214 479,2	261 034,7	302 222,5	41 187,8
Avoirs extérieurs nets totaux (Balance des paiements) (B)	721 386,4	790 993,6	890 070,5	1 065 121,0	1 148 698,8	83 577,8
Banques	368 750,4	545 557,7	675 591,3	804 086,3	846 476,3	42 390,0
BCEAO	352 636,4	245 435,9	214 479,2	261 034,7	302 222,5	41 187,8
Ecart Balance des paiements et statistiques monétaires (B)-(A)						-100,0

Source : BCEAO (Octobre 2016)

5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'année 2015 a été marquée par une augmentation du passif net de la Position Extérieure Globale, ressortie à 851.367,3 millions contre 490.057,0 millions, un an plus tôt.

La Position Extérieure Globale représente un état de patrimoine qui retrace, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Au 31 décembre 2015, la Position Extérieure Globale du Bénin dégage un passif net de 851.367,3 millions contre 490.057,0 millions au 31 décembre 2014. Cette évolution reflète une augmentation des engagements extérieurs consécutive à une hausse des investissements de portefeuille ainsi que de la dette des secteurs public et privé.

Tableau 19 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin

(en millions de FCFA)

Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	1 924 120,9	17 136,0	2 295 720,7
Investissements directs	27 987,0	0,0	47 319,2
Investissements de portefeuille	783 170,1	0,0	1 075 788,5
Dérivés financiers	382,7	0,0	703,0
Autres investissements	710 335,9	14 678,7	730 389,4
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	384 635,7	14 685,7	396 317,5
Prêts	305 231,2	0,0	308 644,1
Régime d'assurance, de pension et de garantie	230,0	0,0	319,0
Crédits commerciaux	16 421,7	-7,0	19 492,4
Autres comptes à payer/à recevoir	3 817,4	0,0	5 616,4
Avoirs de réserves	402 245,2	2 457,3	441 519,9
Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	38 887,7	2 286,3	36 597,8
Position de réserve au FMI	4 765,0	171,0	2 736,8
Autres avoirs de réserve	358 592,5	0,0	402 185,3
Stocks de passifs financiers (B)	2 414 177,9	6 254,9	3 147 088,0
Investissements directs	299 106,3	0,0	387 646,2
Investissements de portefeuille	383 069,8	0,0	569 256,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 732 001,8	6 254,9	2 190 185,1
Autres titres de participation	740,0	0,0	822,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	334 526,1	0,0	393 304,8
Prêts	1 168 051,8	4 529,9	1 517 830,2
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	266,0	0,0	310,0
Crédits commerciaux	166 811,2	-1 361,0	205 348,1
Autres comptes à payer/à recevoir	15 292,8	0,0	23 170,1
Droits de tirage spéciaux	46 313,9	3 086,0	49 399,9
Position extérieure globale (A) - (B)	-490 057,0	10 881,1	-851 367,3

Source : BCEAO (Octobre 2016)

5.1. Variation de la Position Extérieure Globale

A fin décembre 2015, les avoirs des résidents vis-à-vis des non résidents ont connu une augmentation moins rapide (19,3%) que celle (30,4%) de leurs engagements, situant le passif net à 851.367,3 contre 490.057,0 une année plus tôt.

Ainsi, à l'actif le stock s'est établi à 2.295.720,7 millions au 31 décembre 2015 contre 1.924.120,9 millions une année plus tôt, en liaison notamment avec l'évolution des investissements directs (+69,1%) et des investissements de portefeuille (+37,4%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume se chiffrent à 17.136,0 millions.

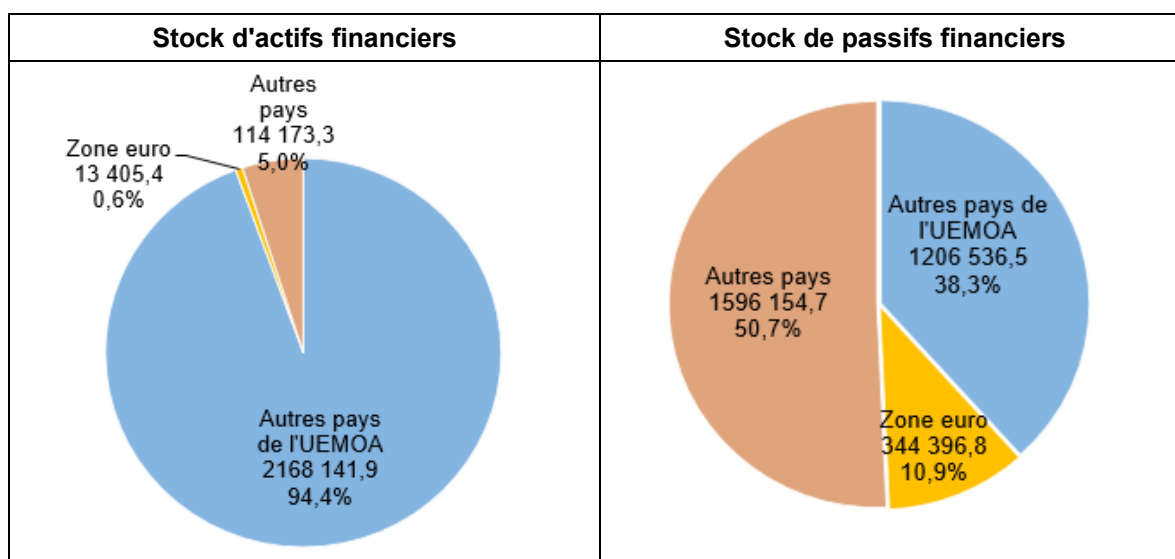
Au passif, l'encours des engagements est ressorti à 3.147.088,0 millions en 2015 contre 2.414.177,9 millions un an plus tôt. Son accroissement, de l'ordre de 30,4%, est principalement porté par les investissements de portefeuille (+48,6%), les investissements directs étrangers (+29,6%) et les autres investissements (+26,5%), notamment les prêts (+30,0%) et les crédits commerciaux (+23,1%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume sont évalués à 6.254,9 millions. Ils sont essentiellement liés aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et aux réévaluations des avoirs des unités résidentes détenus sur des comptes à l'étranger, en particulier ceux libellés en dollars.

5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des pays de l'UEMOA à hauteur de 94,4%. Ces actifs sont détenus sous forme d'investissements de portefeuille (45,0%), notamment les titres publics acquis sur le marché régional de la dette publique. Ils sont également constitués de prêts (13,0%) et de dépôts (12,2%).

Les engagements financiers sont contractés à la fois auprès des autres pays (50,7%), des pays de l'Union (38,3%) et de la zone euro (10,9%). Ils se composent de prêts (48,2%), d'investissements de portefeuille (18,1%) et de dépôts (12,5%).

Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2015



Source : BCEAO (Octobre 2016)

CONCLUSION

Au total, les échanges extérieurs du Bénin ont connu une évolution en cohérence avec le contexte international et régional peu favorable, et avec l'activité économique nationale, qui s'est soldée par un taux de croissance économique de 5,0% en 2015.

Le solde global de la balance des paiements s'est ainsi affiché en excédent de 83.577,8 millions en 2015, en retrait par rapport au résultat obtenu en 2014 où l'excédent était ressorti à 175.050,5 millions. Cette évolution traduit essentiellement la hausse de la mobilisation des ressources extérieures par le Gouvernement, à travers les émissions de titres publics et les tirages de ressources effectués auprès des partenaires financiers. Les entrées nettes d'investissement direct se sont affichées en retrait avec l'arrêt en juin 2015 des travaux d'exploration pétrolière, dans le bassin sédimentaire des côtes béninoises, au Sud-Est. Les investissements directs étrangers reçus sont ressortis à 88.539,9 millions contre 200.335,8 millions en 2014 et ont bénéficié aux secteurs du transport (47,9%), de la finance (28,7%), du commerce (27,3%) et de la construction (26,4%).

Quant au déficit structurel du solde des transactions courantes, rapporté au PIB, il s'est légèrement atténué en ressortant 8,8% en 2015 contre 9,2% en 2014, à la faveur principalement d'une réduction du solde déficitaire des biens et services, consécutive à la contraction des importations destinées à la réexportation vers le Nigeria.

Par contre, en valeur absolue, le déficit du compte courant s'est creusé de 2.949,8 millions, pour s'établir à 440.464,8 millions en 2015 contre 437.515,0 millions une année plus tôt.

Dans ces conditions, il conviendrait de poursuivre les efforts visant la transformation structurelle de l'économie béninoise, à l'aune des critères définis par la Recommandation N°02/2014/CM/UEMOA du 25 septembre 2014 relative à l'élaboration des programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité des Etats membres de l'UEMOA. Dans cette perspective, les actions suivantes mériteraient une attention soutenue :

- l'amélioration du climat des affaires, en particulier dans le domaine foncier par la mise en œuvre des politiques et stratégies de sécurisation foncière, sous l'égide de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier ;
- le renforcement de l'offre d'énergie, conformément aux objectifs sectoriels et au programme soutenu par le Millennium Challenge Account ;
- la consolidation de la mobilisation des ressources intérieures, en lien avec les mesures structurelles visant notamment l'amélioration des procédures de dédouanement des marchandises et l'identification des contribuables (optimisation de l'Identifiant Fiscal Unique (IFU)) et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques à travers la mise en œuvre des mesures d'optimisation du circuit de la dépense et la maîtrise du cadre du budget-programme, afin de créer un espace budgétaire qui permettra d'accroître les investissements publics et les dépenses en faveur de la réduction de la pauvreté, tout en préservant la viabilité de la dette ;
- la poursuite de l'apurement de la dette intérieure et du reprofilage de la dette publique, pour tenir compte des risques de refinancement.

ANNEXES

Annexe 1 : Balance des paiements 2015, optique BCEAO

Annexe 2 : Balance des paiements 2015 en termes de transactions, présentation standard

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2015

Annexe 4 : Répartition des IDE reçus par secteurs d'activités (flux nets) en 2015

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2015

Annexe 6 : Evolution des exportations de biens

Annexe 7 : Evolution des importations de biens

Annexe 8 : Ventilation géographique de la PEG en 2015

Annexe 1 : Balance des Paiements 2015 (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	1 395 543,0	1 836 007,8	-440 464,8
011000_1_B_N_N_E	.-- Biens et services	1 198 547,7	1 684 890,4	-486 342,7
110000_1_B_N_N_E	.----- Biens	995 101,5	1 293 613,0	-298 511,4
111000_1_B_N_N_E	.----- Marchandises générales, base balance des paiements	983 361,7	1 293 613,0	-310 251,2
11100z_1_B_N_N_E	.----- Dont : Réexportations	664 956,9	0,0	664 956,9
112000_1_B_N_N_E	.----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	2 867,6	0,0	2 867,6
113000_1_B_N_N_E	.----- Or non monétaire	8 872,2	0,0	8 872,2
120000_1_B_N_N_E	.----- Services	203 446,2	391 277,5	-187 831,3
123000_1_B_N_N_E	.----- Transport	84 758,3	258 390,8	-173 632,6
12311z_1_B_N_N_E	.----- Fret	75 700,7	207 624,6	-131 923,9
124000_1_B_N_N_E	.----- Voyages	83 332,5	36 871,9	46 460,5
12E000_1_B_N_N_E	.----- Autres services	35 355,4	96 014,7	-60 659,3
130000_1_B_N_AL_E	.-- Revenu primaire, dont	57 157,0	95 976,7	-38 819,7
131000_1_B_N_AL_E	.---- Rémunération des salariés	10 354,8	8 486,3	1 868,5
300000_3_B_N_AL_E	.---- Revenus des investissements	46 712,2	82 423,0	-35 710,8
140000_2_B_AL_AL_E	.-- Revenu secondaire	139 838,3	55 140,7	84 697,7
140000_2_B_GG_AL_E	.---- Administrations publiques	21 652,1	3 429,4	18 222,7
144000_2_B_GG_AL_E	.----- Coopération internationale courante	21 652,1	3 406,4	18 245,7
140000_2_B_OS_AL_E	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	118 186,2	51 711,3	66 475,0
146000_2_B_OS_AL_E	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	116 430,3	49 580,7	66 849,6
14600z_2_B_OS_AL_E	.----- Envois de fonds des travailleurs	116 430,3	49 580,7	66 849,6
147000_2_B_OS_AL_E	.----- Autres transferts courants	1 755,9	2 130,6	-374,7
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	78 936,0	4 819,0	74 117,0
210000_2_B_AL_AL_E	.-- Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	135,0	344,0	-209,0
220000_2_B_AL_AL_E	.-- Transferts de capital	78 801,0	4 475,0	74 326,0
220000_2_B_GG_AL_E	.---- Administration publique	28 800,0	0,0	28 800,0
221000_2_B_GG_AL_E	.----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	.----- Autres transferts de capital	28 800,0	0,0	28 800,0
220000_2_B_OS_AL_E	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	50 001,0	4 475,0	45 526,0
221000_2_B_OS_AL_E	.----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	.----- Autres transferts de capital	50 001,0	4 475,0	45 526,0
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	41 419,2	489 073,4	-447 654,2
310000_4_N_AL_AL_E	.-- Investissement direct	19 332,2	88 537,3	-69 205,1
311000_4_N_AL_AL_E	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	21 117,2	57 154,8	-36 037,6
312000_4_N_AL_AL_E	.---- Instruments de dette	-1 785,0	31 382,5	-33 167,5
320000_4_N_AL_AL_E	.-- Investissements de portefeuille	16 154,8	133 703,4	-117 548,6
321000_4_N_AL_AL_E	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	483,7	192,0	291,7
322000_4_N_AL_AL_E	.---- Titres de créance	15 671,1	133 511,4	-117 840,3
330000_4_N_AL_AL_E	.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	321,0	0,0	321,0

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	5 611,2	266 832,8	-261 221,5
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres titres de participation	0,0	82,0	-82,0
348000_4_AL_AL_E	Autres titres de créance (ATC)	5 611,2	266 750,8	-261 139,5
348000_4_GG_AL_E	-- ATC Administrations publiques	340,9	205 234,8	-204 893,9
348000_4_OS_AL_E	-- ATC Autres secteurs	5 270,3	61 516,0	-56 245,7
348000_4_FC_AL_E	---- ATC Autres sociétés financières	553,8	3 097,1	-2 543,3
348000_4_NC_AL_E	---- ATC Sociétés non financières	4 716,5	58 418,8	-53 702,4
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 111 902,7	-1 114 174,2	2 271,4
6000000_1_B_N_N_E	Solde global	321 157,1	237 579,2	83 577,8
349000_4_AL_AL_E	Avoirs et engagements extérieurs	-321 157,1	-237 579,2	-83 577,8
349000_4_CB_AL_E	-- Avoirs et engagements de la BCEAO	-36 817,4	4 370,4	-41 187,8
349000_4_DT_AL_E	-- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	-284 339,7	-241 949,6	-42 390,0

Source : BCEAO (Octobre 2016)

Annexe 2 : Balance des paiements 2015 en termes de transactions (Présentation standard)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	1 395 543,0	1 836 007,8	-440 464,8
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	1 198 547,7	1 684 890,4	-486 342,7
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	995 101,5	1 293 613,0	-298 511,4
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	983 361,7	1 293 613,0	-310 251,2
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Dont : Réexportations	664 956,9	0,0	664 956,9
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	2 867,6	0,0	2 867,6
112100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
112200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	2 867,6	0,0	2 867,6
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	8 872,2	0,0	8 872,2
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	203 446,2	391 277,5	-187 831,3
121000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0
121100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation	0,0	0,0	0,0
121200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation , Biens reçus après transformation)	0,0	0,0	0,0
122000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	361,0	8 745,8	-8 384,8
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	84 758,3	258 390,8	-173 632,6
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	84 758,3	258 389,8	-173 631,6
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	3 919,3	46 861,0	-42 941,7
123110_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	75 700,7	207 624,6	-131 923,9
123120_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	5 138,3	3 904,2	1 234,1
123130_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Transports maritimes	7,7	165 196,0	-165 188,3
123200_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123210_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12321z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	7,7	165 196,0	-165 188,3
123220_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	0,0	0,0	0,0
123230_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Transports aériens	8 805,6	82 538,8	-73 733,2
123300_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	3 667,3	404 110,2	-36 442,9
123310_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12331z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	42 428,6	-42 428,6
123320_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	5 138,3	0,0	5 138,3
123330_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres modes de transport	75 945,0	10 655,1	65 289,9
123400_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	252,0	6 750,9	-6 498,9
123410_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12341z_1_B_N_N_E	. - - - - - Fret	75 693,0	0,0	75 693,0
123420_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	0,0	3 904,2	-3 904,2
123430_1_B_N_N_E	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0,0	1,0	-1,0
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	83 332,5	36 871,9	46 460,5
124100_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre professionnel	46 291,8	10 731,6	35 560,2
124110_1_B_N_N_E	. - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
124120_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	46 291,8	10 731,6	35 560,2
124200_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre personnel	37 040,7	26 140,4	10 900,3
124210_1_B_N_N_E	. - - - - - Santé	0,0	4 090,3	-4 090,3
124220_1_B_N_N_E	. - - - - - Éducation	15,4	980,4	-965,0
124230_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	37 025,3	21 069,7	15 955,6
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	9 740,8	284,2	9 456,6
124011_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens	0,0	0,0	0,0
124021_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
124031_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'hébergement	9 740,8	0,0	9 740,8
124041_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0
124051_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	0,0	284,2	-284,2
124z51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0
124y51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
125000_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction	299,6	284,2	15,4
125100_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	299,6	0,0	299,6
125200_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	284,2	-284,2
126000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	2 490,7	7 284,2	-4 793,5
126100_1_B_N_N_E	. - - - - - Assurance directe	0,0	-3 395,5	3 395,5
126200_1_B_N_N_E	. - - - - - Réassurance	1 982,7	484,0	1 498,7
126300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	508,0	165,1	342,9
126400_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	10 030,6	-10 030,6
127000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers	7 268,4	1 398,0	5 870,4
127100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	7 268,4	1 398,0	5 870,4
127200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
128000_1_B_N_N_E	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	3,0	10,5	-7,5
129000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information	17 710,5	18 015,0	-304,5
129100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications	17 710,5	5 951,5	11 759,0
129200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'informatique	0,0	11 565,8	-11 565,8
129300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'information	0,0	497,7	-497,7
12A000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services aux entreprises	1 577,8	56 095,1	-54 517,3

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12A100_1_B_N_N_E	. . . . . Services de recherche-développement	0,0	1 679,0	-1 679,0
12A200_1_B_N_N_E	. . . . . Services spécialisés et services de conseil en gestion	1 267,4	17 254,3	-15 986,9
12A300_1_B_N_N_E	. . . . . Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	310,5	37 161,8	-36 851,4
12B000_1_B_N_N_E	. . . . . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12B100_1_B_N_N_E	. . . . . Services audio-visuels et connexes	0,0	0,0	0,0
12B200_1_B_N_N_E	. . . . . Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12C000_1_B_N_N_E	. . . . . Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	5 644,4	4 181,9	1 462,4
12D000_1_B_N_N_E	. . . . . Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
130000_1_B_N_AL_E	. - - Revenu primaire	57 157,0	95 976,7	-38 819,7
131000_1_B_N_AL_E	. - - - Rémunération des salariés	10 354,8	8 486,3	1 868,5
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	46 712,2	82 423,0	-35 710,8
310000_3_B_N_AL_E	. - - - - Investissements directs	195,6	38 085,6	-37 890,0
310000_3E_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	-1 005,0	37 585,1	-38 590,1
310000_3D_B_N_AL_E	. - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	993,7	40 811,7	-39 818,0
311110_3D_B_N_AL_E	. - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	509,5	37 575,1	-37 065,6
311120_3D_B_N_AL_E	. - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	2 097,0	-2 097,0
311130_3D_B_N_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	484,2	1 139,6	-655,4
311131_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3R_B_N_AL_E	. - - - - Bénéfices réinvestis	-1 998,7	-3 226,5	1 227,8
310000_3T_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
31100z_3_B_N_AL_E	. - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
310000_3I_B_N_AL_E	. - - - - Intérêts	1 200,6	500,5	700,1
312100_3I_B_N_AL_E	. - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	253,0	175,6	77,4
312200_3I_B_N_AL_E	. - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	80,9	-80,9
312300_3I_B_N_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	947,6	244,0	703,6
312310_3I_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_3I_B_N_AL_E	. - - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_3I_B_N_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3F_B_N_AL_E	. - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Investissements de portefeuille	39 992,7	19 215,4	20 777,2
320000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 932,7	717,4	1 215,3
321100_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	1 796,7	717,4	1 079,3
321200_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	136,0	0,0	136,0
321200_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes	136,0	0,0	136,0
321200_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
320000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	38 060,0	18 498,1	19 561,9
320000_3I_B_N_ST_E	. - - - - - À court terme	21 323,7	11 617,6	9 706,1
320000_3I_B_N_LT_E	. - - - - - À long terme	16 736,3	6 880,5	9 855,8
340000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Autres investissements	6 523,9	25 121,9	-18 598,1
340000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
340000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	6 523,9	25 121,9	-18 598,1
340000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
340000_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
350000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
350000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
350000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	0,0	0,0	0,0
350000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
132000_1_B_N_AL_E	. - - - - - Autre revenu primaire	90,0	5 067,0	-4 977,4
132100_1_B_N_AL_E	. - - - - - Taxes sur la production et importations	90,0	0,0	90,0
132200_1_B_N_AL_E	. - - - - - Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
132300_1_B_N_AL_E	. - - - - - Loyers	0,0	5 067,4	-5 067,4
140000_2_B_AL_AL_E	. - - Revenu secondaire	139 838,3	55 140,7	84 697,7
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	21 652,1	3 429,4	18 222,7
141000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
14100z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Cotisations sociales	0,0	60,0	-60,0
14200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
143000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Prestations Sociales)	0,0	0,0	0,0
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Coopération internationale courante	21 652,1	3 406,4	18 245,7
145000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants divers des administrations publiques	0,0	23,0	-23,0
14500z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	118 186,2	51 711,3	66 475,0
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	116 430,3	49 580,7	66 849,6

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	116 430,3	49 580,7	66 849,6
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	1 755,9	2 130,6	-374,7
141000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	7,5	0,0	7,5
142000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Cotisations sociales	10,3	471,0	-460,7
143000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Prestations sociales	0,0	58,8	-58,8
148000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1 269,0	1 466,3	-197,3
149000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	0,6	40,3	-39,7
144000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	13,6	94,2	-80,6
145000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts courants divers	454,9	0,0	454,9
14500z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
14A000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	78 936,0	4 819,0	74 117,0
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	135,0	344,0	-209,0
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	78 801,0	4 475,0	74 326,0
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	28 800,0	0,0	28 800,0
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	28 800,0	0,0	28 800,0
22200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	50 001,0	4 475,0	45 526,0
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	50 001,0	4 475,0	45 526,0
22200z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
22000z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 474 479,0	1 840 826,8	-366 347,8
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	362 576,3	726 652,6	-364 076,4
300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	362 576,3	726 652,6	-364 076,4
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	19 332,2	88 537,3	-69 205,1
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	21 117,2	57 154,8	-36 037,6
311100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	23 115,9	60 172,3	-37 056,4
311110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	16 491,9	60 009,3	-43 517,4
311120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	6 609,0	16,5	6 609,0
311130_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	15,0	163,0	-148,0
311131_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
311000_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	-1 998,7	-3 017,5	1 018,8

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
31100z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3110zz_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	-1 785,0	31 382,5	-33 167,5
312100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-2 505,0	33 866,7	-36 371,7
312200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	-1 299,1	1 299,1
312300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	719,9	-1 185,2	1 905,1
312310_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	292 618,5	186 187,0	106 431,5
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	31 675,7	45 567,6	-13 891,9
321000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	31 192,0	45 375,6	-14 183,6
321000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	483,7	192,0	291,7
321000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	94,0	0,0	94,0
321000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	389,7	192,0	197,7
321100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	260 942,8	140 619,4	120 323,4
322000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
322000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	245 271,7	7 108,0	238 163,7
322000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	2 359,9	0,0	2 359,9
322000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	242 911,8	7 108,0	235 803,8
322000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	133 521,0	-133 521,0
322000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	-95 516,0	95 516,0
322000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	229 037,0	-229 037,0
322000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	15 671,1	-9,6	15 680,8
322000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	6 031,7	0,0	6 031,7
322000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	9 639,5	-9,6	9 649,1
322000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	15 639,5	-126,6	15 766,1
322000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	6 000,0	0,0	6 000,0
322000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	9 639,5	-126,6	9 766,1
322000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	31,7	117,0	-85,3
322000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	31,7	0,0	31,7
322000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	117,0	-117,0
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	321,0	0,0	321,0
330000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	321,0	0,0	321,0
330000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	321,0	0,0	321,0
330000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	13 487,2	451 928,4	-438 441,2
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres titres de participation	0,0	82,0	-82,0
342000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	5 108,6	58 778,7	-53 670,0
342000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	-3 674,4	3 674,4
342000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	-3 674,4	3 674,4
342000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	4 492,0	62 453,1	-57 961,1

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
34200z_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	4 492,0	62 453,1	-57 961,1
342000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	340,9	0,0	340,9
342000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	340,9	0,0	340,9
342000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	257,7	0,0	257,7
342000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	1 162,5	0,0	1 162,5
342000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	-886,8	0,0	-886,8
342000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	2,3	0,0	2,3
342000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	2,3	0,0	2,3
342000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	273,4	0,0	273,4
342000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	1 160,2	0,0	1 160,2
342000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	-886,8	0,0	-886,8
343000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Prêts	3 412,9	345 248,5	-341 835,6
343000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	-4 709,0	4 709,0
34300z_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-4 709,0	4 709,0
343000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 401,0	123 504,0	-120 103,0
343000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	7 200,0	-3 636,0	10 836,0
343000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	-3 799,0	127 140,0	-130 939,0
343000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	205 234,8	205 234,8
34300z_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - Autres à long terme	0,0	205 234,8	-205 234,8
343000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	11,9	21 218,7	-21 206,8
343000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	11,9	1 591,9	-1 580,0
343000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	19 626,9	-19 626,9
343000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	12,9	3 050,2	-3 037,3
343000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	12,9	-43,0	55,9
343000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	3 093,2	-3 093,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
343000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-1,0	18 168,5	-18 169,5
343000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	-1,0	1 634,9	-1 635,9
343000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	16 533,7	-16 533,7
344000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	89,0	44,0	45,0
344000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	89,0	44,0	45,0
344000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	89,0	44,0	45,0
344000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	. - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Crédits commerciaux et avances	3 077,7	39 898,0	-36 820,2
345000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	3 077,7	39 898,0	-36 820,2
345000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	-438,3	23 822,3	-24 260,5
345000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	3 516,0	16 075,7	-12 559,7
345000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	449,6	3,0	446,6
345000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	3,0	-3,0
345000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	449,6	0,0	449,6
345000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 628,1	39 895,0	-37 266,9

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
345000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	-438,3	23 819,3	-24 257,5
345000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	3 066,4	16 075,7	-13 009,3
346000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	1 799,0	7 877,3	-6 078,3
346000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	4 013,0	-4 013,0
346000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	4 013,0	-4 013,0
346000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-17,0	3 509,0	-3 526,0
346000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	-17,0	3 509,0	-3 526,0
346000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	1 816,0	355,3	1 460,7
346000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	-169,7	-463,8	294,1
346000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	1 985,7	819,1	1 166,6
346000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	-0,1	0,1
346000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	-0,1	0,1
346000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 816,0	355,4	1 460,6
346000_4_N_NC_ST_E	. - - - - À court terme	-169,7	-463,8	294,1
346000_4_N_NC_LT_E	. - - - - À long terme	1 985,7	819,1	1 166,5
347000_4_N_AL_AL_E	. - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
350000_4_N_AL_AL_E	. - - Avoirs de réserve	36 817,4	0,0	36 817,4
351000_4_N_AL_AL_E	. - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	. - - - Droits de tirage spéciaux	-4 576,2	0,0	-4 576,2
353000_4_N_AL_AL_E	. - - - Position de réserve au FMI	-2 199,2	0,0	-2 199,2
354000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres avoirs de réserve	43 592,8	0,0	43 592,8
354100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	43 592,8	0,0	43 592,8
354110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 348,8	0,0	1 348,8
354120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances sur d'autres entités	42 244,0	0,0	42 244,0
354200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
354210_4_N_AL_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 111 902,7	-1 114 174,2	2 271,4

Source : BCEAO (Octobre 2016)

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2015

(en millions de FCFA)

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure global nette	1 924 120,9	17 136,0	2 295 720,7	354 463,8	2 414 177,9	6 254,9	3 147 088,0	726 655,2
. - - Investissement direct	27 987,0	0,0	47 319,2	19 332,2	299 106,3	0,0	387 646,2	88 539,9
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	18 455,0	0,0	39 572,2	21 117,2	202 910,6	0,0	260 068,4	57 157,8
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	18 310,0	0,0	41 425,9	23 115,9	188 450,5	0,0	248 622,8	60 172,3
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	-2 270,8	0,0	14 221,1	16 491,9	167 074,2	0,0	227 083,5	60 009,3
. - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (à rebours)	0,0	0,0	6 609,0	6 609,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - Entre entreprises sœurs	20 580,8	0,0	20 595,8	15,0	21 376,3	0,0	21 539,3	163,0
. - - - - - - - Réinvestissement des bénéfices	145,0	0,0	-1 853,7	-1 998,7	14 460,1	0,0	11 445,6	-3 014,5
. - - - - Instruments de dette	9 532,0	0,0	7 747,0	-1 785,0	96 195,7	0,0	127 577,8	31 382,1
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	9 331,5	0,0	6 826,6	-2 505,0	88 348,0	0,0	122 214,8	33 866,7
. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	4 333,3	0,0	3 034,2	-1 299,1
. - - - - - - Entre entreprises sœurs	200,5	0,0	920,4	719,9	3 514,0	0,0	2 328,8	-1 185,2
. - - Investissements de portefeuille	783 170,1	0,0	1 075 788,5	292 618,5	383 069,8	0,0	569 256,7	186 187,0
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	103 454,8	0,0	135 130,5	31 675,7	123 507,5	0,0	169 075,1	45 567,6
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	100 070,0	0,0	131 262,0	31 192,0	117 050,5	0,0	162 426,1	45 375,6
. - - - - - Autres secteurs	3 384,8	0,0	3 868,5	483,7	6 457,0	0,0	6 649,0	192,0
. - - - - - - Autres sociétés financières	1 388,1	0,0	1 482,1	94,0	64,1	0,0	64,1	0,0
. - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 996,7	0,0	2 386,3	389,7	6 392,8	0,0	6 584,8	192,0
. - - - - Titres de créance	679 715,3	0,0	940 658,1	260 942,8	259 562,3	0,0	400 181,7	140 619,4
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	678 130,2	0,0	923 401,8	245 271,7	619,0	0,0	7 727,0	7 108,0
. - - - - - - - À court terme	333 072,9	0,0	335 432,8	2 359,9	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	345 057,2	0,0	587 969,0	242 911,8	619,0	0,0	7 727,0	7 108,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	258 098,0	0,0	391 619,0	133 521,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	226 383,0	0,0	130 867,0	-95 516,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	31 715,0	0,0	260 752,0	229 037,0
. - - - - Autres secteurs	1 585,1	0,0	17 256,3	15 671,1	845,3	0,0	835,7	-9,6
. - - - - À court terme	22,6	0,0	6 054,2	6 031,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	1 562,6	0,0	11 202,0	9 639,5	845,3	0,0	835,7	-9,6
. - - - - Autres sociétés financières	1 562,6	0,0	17 202,0	15 639,5	653,3	0,0	526,7	-126,6
. - - - - À court terme	0,0	0,0	6 000,0	6 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	1 562,6	0,0	11 202,0	9 639,5	653,3	0,0	526,7	-126,6
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	22,6	0,0	54,2	31,7	192,0	0,0	309,0	117,0
. - - - - À court terme	22,6	0,0	54,2	31,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	192,0	0,0	309,0	117,0
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	382,7	0,0	703,7	321,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autres secteurs	382,7	0,0	703,7	321,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autres sociétés financières	382,7	0,0	703,7	321,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres investissements	710 335,9	14 678,7	730 389,4	5 374,7	1 732 001,8	6 254,9	2 190 185,1	451 928,4
. - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	740,0	0,0	822,0	82,0
. - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	384 635,7	14 685,7	396 317,5	-3 003,9	334 526,1	0,0	393 304,8	58 778,7
. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	10 606,2	0,0	6 931,8	-3 674,4
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	10 606,2	0,0	6 931,8	-3 674,4
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	316 465,0	0,0	320 957,0	4 492,0	323 919,9	0,0	386 373,0	62 453,1
. - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À court terme	316 465,0	0,0	320 957,0	4 492,0	323 919,9	0,0	386 373,0	62 453,1
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Administrations publiques	491,5	0,0	832,4	340,9	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
.----- À court terme	491,5	0,0	832,4	340,9	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres secteurs	67 679,2	14 685,7	74 528,0	-7 836,8	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	64 873,0	14 685,7	72 608,7	-6 950,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	2 806,2	0,0	1 919,4	-886,8	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	2,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	0,0	0,0	2,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	67 679,2	14 685,7	74 525,7	-7 839,1	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	64 873,0	14 685,7	72 606,4	-6 952,3	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	2 806,2	0,0	1 919,4	-886,8	0,0	0,0	0,0	0,0
.---- Prêts	305 231,2	0,0	308 644,1	3 412,9	1 168 051,8	4 529,9	1 517 830,2	345 248,5
.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	72 692,9	4 529,9	72 513,8	-4 709,0
.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	72 692,9	4 529,9	72 513,8	-4 709,0
.----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	303 502,0	0,0	306 903,0	3 401,0	82 495,0	0,0	205 999,0	123 504,0
.----- À court terme	187 769,0	0,0	194 969,0	7 200,0	3 663,0	0,0	27,0	-3 636,0
.----- À long terme	115 733,0	0,0	111 934,0	-3 799,0	78 832,0	0,0	205 972,0	127 140,0
.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	950 875,5	0,0	1 156 110,3	205 234,8
.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	950 875,5	0,0	1 156 110,3	205 234,8
.----- Autres secteurs	1 729,2	0,0	1 741,1	11,9	61 988,4	0,0	82 207,1	21 218,7
.----- À court terme	1 727,2	0,0	1 739,1	11,9	2 780,2	0,0	4 372,0	1 591,9
.----- À long terme	2,0	0,0	2,0	0,0	59 208,2	0,0	78 835,1	19 626,9
.----- Autres sociétés financières	0,8	0,0	13,7	12,9	7 728,6	0,0	10 778,8	3 050,2
.----- À court terme	0,8	0,0	13,7	12,9	2 588,0	0,0	2 545,0	-43,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	5 140,6	0,0	8 233,8	3 093,2
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 728,4	0,0	1 727,4	-1,0	54 259,8	0,0	72 428,3	18 168,5
.----- À court terme	1 726,4	0,0	1 725,4	-1,0	192,0	0,0	1 827,0	1 634,9
.----- À long terme	2,0	0,0	2,0	0,0	54 067,6	0,0	70 601,3	16 533,7
.---- Régime d'assurance, de pension et de	230,0	0,0	319,0	89,0	266,0	0,0	310,0	44,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
garanties standardisées								
.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres secteurs	230,0	0,0	319,0	89,0	266,0	0,0	310,0	44,0
.----- Autres sociétés financières	230,0	0,0	319,0	89,0	266,0	0,0	310,0	44,0
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.---- Crédits commerciaux et avances	16 421,7	-7,0	19 492,4	3 077,7	166 811,2	-1 361,0	205 348,1	39 898,0
.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autres secteurs	16 421,7	-7,0	19 492,4	3 077,7	166 811,2	-1 361,0	205 348,1	39 898,0
.----- À court terme	8 182,3	0,0	7 744,1	-438,3	61 970,0	-47,3	85 745,0	23 822,3
.----- À long terme	8 239,3	-7,0	11 748,4	3 516,0	104 841,2	-1 313,7	119 603,2	16 075,7
.----- Autres sociétés financières	858,0	0,0	1 307,7	449,6	243,0	0,0	246,0	3,0
.----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	243,0	0,0	260,0	23,0
.----- À long terme	858,0	0,0	1 307,7	449,6	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15 563,6	-7,0	18 184,8	2 628,1	166 568,2	-1 361,0	205 102,1	39 895,0
.----- À court terme	8 182,3	0,0	7 744,1	-438,3	61 727,0	-47,3	85 499,0	23 819,3
.----- À long terme	7 381,3	-7,0	10 440,7	3 066,4	104 841,2	-1 313,7	119 603,2	16 075,7
.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	3 817,4	0,0	5 616,4	1 799,0	15 292,8	0,0	23 170,1	7 877,3
.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	8 622,3	0,0	12 635,3	4 013,0
.----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	8 622,3	0,0	12 635,3	4 013,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	284,0	0,0	267,0	-17,0	113,0	0,0	3 622,0	3 509,0
.----- À court terme	284,0	0,0	267,0	-17,0	113,0	0,0	3 622,0	3 509,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	3 533,4	0,0	5 349,4	1 816,0	6 557,5	0,0	6 912,8	355,3
. - - - - - À court terme	404,1	0,0	234,4	-169,7	2 701,6	0,0	2 237,8	-463,8
. - - - - - À long terme	3 129,3	0,0	5 114,9	1 985,7	3 855,9	0,0	4 675,0	819,1
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	300,9	0,0	300,8	-0,1
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	300,9	0,0	300,8	-0,1
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3 533,4	0,0	5 349,4	1 816,0	6 256,6	0,0	6 612,0	355,4
. - - - - - À court terme	404,1	0,0	234,4	-169,7	2 701,6	0,0	2 237,8	-463,8
. - - - - - À long terme	3 129,3	0,0	5 114,9	1 985,7	3 555,0	0,0	4 374,2	819,2
. - - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	46 313,9	3 086,0	49 399,9	0,0
. - - Avoirs de réserve	402 245,2	2 457,3	441 519,9	36 817,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Droits de tirage spéciaux	38 887,7	2 286,3	36 597,8	-4 576,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Position de réserve au FMI	4 765,0	171,0	2 736,8	-2 199,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres avoirs de réserve	358 592,5	0,0	402 185,3	43 592,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	358 592,5	0,0	402 185,3	43 592,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	316,3	0,0	1 665,1	1 348,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Créances sur d'autres entités	358 276,2	0,0	400 520,2	42 244,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO (Octobre 2016)

Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets)

(en millions de FCFA)

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communi cation	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
AFRIQUE	0,0	0,0	-5 170,7	0,0	0,0	181,7	9 457,9	1 630,8	-69,5	-23 493,9	14 301,0	269,8	0,0	-2 892,8
<i>UEMOA</i>	0,0	0,0	-6 506,3	0,0	0,0	67,2	2 449,7	1 626,3	-69,5	13,4	1 318,5	269,8	0,0	-830,8
Burkina	0,0	0,0	2,7	0,0	0,0	67,2	41,4	0,0	0,0	1,4	5,9	0,0	0,0	118,6
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	63,5	0,0	0,0	0,0	1 478,6	-47,0	0,0	0,0	558,0	0,0	0,0	2 053,1
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-69,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-69,5
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	900,0	1 692,6	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	2 592,8
Sénégal	0,0	0,0	-6 580,0	0,0	0,0	0,0	29,7	0,0	0,0	11,7	542,6	269,8	0,0	-5 726,2
Togo	0,0	0,0	7,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-19,3	0,0	0,0	212,1	0,0	0,0	200,3
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	0,0	0,0	891,8	0,0	0,0	0,0	2 208,2	0,0	0,0	-6 325,9	218,6	0,0	0,0	-3 007,4
Ghana	0,0	0,0	36,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36,2
Nigeria	0,0	0,0	855,6	0,0	0,0	0,0	2 208,2	0,0	0,0	-6 325,9	218,6	0,0	0,0	-3 043,6
<i>CEMAC</i>	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	3 800,0	0,0	0,0	0,0	12 154,8	0,0	0,0	15 954,6
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	0,0	0,0	444,1	0,0	0,0	114,5	1 000,0	4,5	0,0	-17 181,4	609,1	0,0	0,0	-15 009,2
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 000,0	0,0	0,0	-1 810,4	0,0	0,0	0,0	-810,4
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EUROPE	0,0	-70,6	3 132,3	-122,9	0,0	23 041,5	14 590,3	40 749,5	-37,5	36,3	11 110,7	5,5	0,0	92 435,0
<i>UNION EUROPEENNE</i>	0,0	-70,6	3 116,4	-21,0	0,0	23 041,5	8 442,8	40 396,3	-36,6	36,3	11 110,7	5,5	0,0	86 021,3
<i>ZONE EURO dont :</i>	0,0	-70,6	3 116,4	-21,0	0,0	23 041,5	4 976,2	40 398,1	-36,6	36,3	11 110,7	5,5	0,0	82 556,5
Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	500,0	0,0	0,0	36,3	0,0	0,0	0,0	541,6
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	400,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	400,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	0,0	0,0	3 094,2	0,0	0,0	22 964,3	3 582,1	40 684,8	-36,3	0,0	10 573,1	5,5	0,0	80 867,4
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distribution d'eau, assainissement, ...	F. Construction	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communication	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
Irlande	0,0	-70,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-70,6
Italie	0,0	0,0	22,2	0,0	0,0	0,0	494,0	-286,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	229,5
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-5,0	0,0	0,0	-5,0
Portugal	0,0	0,0	0,0	-21,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-21,0
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 466,7	-1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 464,9
Royaume-Uni	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	-1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	198,2
<i>Europe hors UE dont :</i>	0,0	0,0	15,9	-101,9	0,0	0,0	6 147,4	353,1	-0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	6 413,6
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	15,9	-101,9	0,0	0,0	6 147,4	353,1	-0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	6 413,6
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE dont:	0,0	0,0	-489,8	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-289,8
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	0,0	-489,8	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-289,8
ASIE dont :	0,0	0,0	-774,1	0,0	0,0	151,9	-96,0	5,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-712,4
Chine	0,0	0,0	-774,1	0,0	0,0	151,9	-35,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	-657,3
Inde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	108,7	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	109,9
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCEANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	-70,6	-3 302,2	-122,9	0,0	23 375,2	24 152,1	42 386,0	-107,0	-23 457,6	25 411,6	275,3	1,0	88 539,9

Source : BCEAO (Octobre 2016)

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2015

Annexe 5.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2015 à partir des statistiques officielles

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 362,1	5 019,1	7,9	34 411,3	31 890,0	750,7	5 587,7	80 028,8
	Burkina Faso	5 080,0		13 521,7	0,0	25 999,3	19 728,9	3 467,5	16 524,8	84 322,2
	Côte d'Ivoire	40 408,0	316 216,6		440,3	277 360,1	54 292,1	75 099,6	143 873,7	907 690,4
	Guinée Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	2,6	0,0	2,6
	Mali	864,9	44 467,3	89 668,9	25,9		5 452,5	45 076,4	1 940,7	187 496,6
	Niger	8 248,6	18 545,4	7 293,0	0,0	13 777,3		120,8	1 712,6	49 697,7
	Sénégal	14 155,6	25 073,6	77 969,4	41 583,2	260 015,0	15 171,0		18 156,4	454 124,2
	Togo	114 345,9	86 160,7	23 331,5	1 277,5	27 577,6	44 439,6	8 121,8		305 254,5
	UEMOA	183 103,0	494 825,7	216 803,6	43 334,8	639 140,6	170 974,1	132 639,4	187 795,9	2 068 617,1

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2016)

Annexe 5.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2015

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		1 274,4	2 472,2	3,0	240,9	31 890,0	135,0	6 400,3	42 415,8
	Burkina Faso	52,5		828,8	0,0	42,6	651,0	10,3	7 184,8	8 770,1
	Côte d'Ivoire	506,8	0,0		18,7	1 143,2	543,2	480,0	2 633,3	5 325,3
	Guinée Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	3 767,7	0,0	3 767,7
	Mali	7 783,7	0,0	1 025,3	98,4		5 452,5	46 991,4	8 131,1	69 482,3
	Niger	8 954,3	0,0	385,0	0,0	13 777,3		666,8	1 712,6	25 496,1
	Sénégal	787,7	0,0	2,0	6 576,5	0,0	99,4		24,4	7 489,9
	Togo	391,0	0,0	3 769,1	0,0	99,4	0,0	471,8		4 731,2
	UEMOA	18 476,0	1 274,4	8 482,4	6 696,5	15 303,4	38 636,1	52 523,1	26 086,5	167 478,3

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2016)

Annexe 5.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2015

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 636,5	7 491,3	10,9	34 652,2	63 780,0	885,7	11 988,0	122 444,6
	Burkina Faso	5 132,5		14 350,5	0,0	26 041,9	20 379,9	3 477,8	23 709,6	93 092,3
	Côte d'Ivoire	40 914,8	316 216,6		459,0	278 503,3	54 835,3	75 579,6	146 507,0	913 015,6
	Guinée Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	3 770,3	0,0	3 770,3
	Mali	8 648,6	44 467,3	90 694,2	124,3		10 905,0	92 067,8	10 071,8	256 978,9
	Niger	17 202,9	18 545,4	7 678,0	0,0	27 554,6		787,6	3 425,2	75 193,8
	Sénégal	14 943,3	27 073,6	77 971,4	48 159,7	260 015,0	15 270,4		18 180,8	461 614,1
	Togo	114 736,9	86 160,7	27 100,5	1 277,5	27 676,9	44 439,6	8 593,6		309 985,8
	UEMOA	201 579,0	496 100,1	225 286,0	50 031,3	654 444,0	209 610,2	185 162,5	213 882,4	0,0

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2016)

Annexe 5.4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2015

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 289,4	1 816,1	103,2	911,3	1 870,9	3 002,2	7 898,8	19 891,7
	Burkina Faso	14 297,5		4 181,1	172,4	2 802,5	2 552,2	3 359,4	7 396,5	34 761,6
	Côte d'Ivoire	13 837,4	13 921,2		57,3	4 625,1	2 662,5	5 539,8	8 251,0	48 894,3
	Guinée-Bissau	115,0	239,5	132,3		274,4	10,9	2 800,9	0,0	3 573,0
	Mali	3 313,1	10 817,6	5 622,7	609,7		3 224,7	4 443,6	3 028,6	31 060,1
	Niger	3 585,9	2 030,2	2 974,0	21,1	74,5		4 199,3	5 101,0	17 986,0
	Sénégal	2 043,3	4 189,3	1 702,8	1 305,3	5 173,8	1 702,8		681,1	16 798,4
	Togo	22 361,3	3 337,2	1 523,6	69,5	578,1	1 273,6	4 446,7		33 590,1
	UEMOA	59 553,7	38 824,4	17 952,6	2 338,4	14 439,6	13 297,6	27 791,9	32 357,0	206 555,2

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2016)

Annexe 5.5 : Estimation des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2015

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 669,2	6 773,8	8,0	5 414,0	1 568,1	4 786,3	4 708,6	24 927,9
	Burkina Faso	2 988,9		10 090,6	21,0	25 379,4	1 087,3	11 044,8	4 159,5	54 771,6
	Côte d'Ivoire	5 892,2	15 019,5		56,6	66 991,7	4 846,1	23 231,3	6 642,7	122 680,1
	Guinée-Bissau	173,5	12,4	121,8		1 198,5	203,8	7 918,9	189,8	9 818,6
	Mali	2 250,5	1 547,6	6 618,4	43,7		3 350,5	9 338,6	5 692,7	28 842,1
	Niger	2 261,6	1 352,2	4 382,8	154,4	9 072,5		4 281,6	6 247,5	27 752,6
	Sénégal	2 125,0	2 334,2	7 269,1	4 348,7	21 564,5	6 275,5		2 874,4	46 791,4
	Togo	2 879,8	1 774,5	6 694,3	6,9	2 461,4	3 529,7	4 479,5		21 916,5
	UEMOA	18 571,5	23 709,4	41 950,9	4 639,3	132 082,0	20 861,1	65 081,0	30 515,2	337 410,4

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2016)

Annexe 6 : Evolution des exportations en 2015

Annexe 6.1 : Exportations officielles (FOB) par grands groupes de produits

Postes	Quantité (Tonnes)		Variation (%)	Valeurs (en millions de FCFA)		Variation (%)	Part relative (en %)	
	2014	2015		2014	2015		2014	2015
PRODUITS DU COTON	217 370,9	278 240,8	28,0	156 237,4	168 432,9	7,8	33,0	45,6
Fibres de coton	186 037,1	237 406,6	27,6	150 434,9	161 610,0	7,4	31,8	43,7
Graines de Coton	3 074,4	7 529,2	144,9	386,2	657,1	70,1	0,1	0,2
Tourteaux de coton	23 489,3	27 185,7	15,7	2 643,4	3 286,2	24,3	0,6	0,9
Huile de coton	4 770,2	6 119,3	28,3	2 772,9	2 879,6	3,8	0,6	0,8
PROD. DU PALMIER	149,1	74 617,6	49 945,3	2 797,5	2 898,3	3,6	0,6	0,8
Huile de palme	99,0	74 479,6	75131,9	2 772,9	2 879,6	3,8	0,6	0,8
Huile de palmiste	33,1	105,0	217,2	21,2	15,4	-27,4	0,0	0,0
Tourteaux de palmiste	17,0	33,0	94,1	3,4	3,3	-2,9	0,0	0,0
AUTRES PRODUITS dont	955 773,1	875 486,5	-8,4	314 707,5	198 312,5	-37,0	66,4	53,6
Viande et abats comestibles	164,8	181,5	10,1	202,0	118,5	-41,3	0,0	0,0
Noix d'anacarde	117 886,8	134 197,7	13,8	32 437,5	42 520,7	31,1	6,8	11,5
Riz	19 315,2	581,3	-97,0	3 572,2	103,3	-97,1	0,8	0,0
Tabacs et cigarettes	28,1	26,2	-6,8	193,5	61,1	-68,4	0,0	0,0
Sucre et sucrerie	15 500,0	8 540,5	-44,9	4 370,0	2 239,7	-48,7	0,9	0,6
Boissons	581,5	467,9	-19,5	180,0	314,1	74,5	0,0	0,1
Bois et ouvrages en bois	44 781,7	44 846,2	0,1	6 180,7	7 269,3	17,6	1,3	2,0
Produits pétroliers	107 680,8	33 474,4	-68,9	51 412,4	13 431,1	-73,9	10,9	3,6
Métaux précieux	10,8	8,9	-17,6	10 747,3	8 872,2	-17,4	2,3	2,4
Fer fonte et acier	214 432,6	128 493,8	-40,1	26 073,0	19 238,9	-26,2	5,5	5,2
TOTAL (statistiques officielles)	1 173 293,2	1 228 344,8	4,7	473 742,4	369 643,7	-22,0	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2016)

Annexe 6.2 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

(en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Produits du coton	61 130,0	91 829,0	133 406,4	156 237,4	168 432,9
Produits du palmier	2 487,2	5 620,5	3 544,1	2 797,5	2 898,3
Autres produits	104 009,2	136 884,9	177 828,6	314 707,5	198 312,5
Total statistiques officielles	167 626,5	234 334,4	314 779,1	473 742,4	369 643,7
Ajustement de champ	418 697,5	502 163,4	664 346,6	793 543,8	625 457,6
<i> dont réexportation</i>	204 087,7	361 443,4	531 551,6	641 507,0	555 099,0
Exportations totales ajustées	586 324,0	736 497,8	979 125,7	1 267 286,2	995 101,3

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2016)

Annexe 6.3 : Répartition géographiques des exportations officielles

Régions	2013	2014	2015	2014	2015
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	157 827,8	190 317,9	219 944,5	40,2	59,5
Chine	59 335,9	46 680,0	19 479,4	9,9	5,3
Taiwan	0,0	1 688,1	164,7	0,4	0,0
Vietnam	10 838,2	19 518,6	27 579,0	4,1	7,5
Pakistan	0,0	2 241,6	10 348,9	0,5	2,8
Indonésie	19 112,0	16 963,2	13 837,6	3,6	3,7
Bangladesh	8 662,8	20 777,6	27 457,6	4,4	7,4
Thaïlande	0,0	2 312,4	3 197,9	0,5	0,9
Inde	35 007,3	40 601,2	48 475,0	8,6	13,1
Malaisie	11 503,7	17 949,7	32 534,3	3,8	8,8
Singapour	4 480,5	205,8	29 013,5	0,0	7,8
Autres	8 887,5	21 251,2	7 856,6	4,5	2,1
EUROPE	42 822,7	73 492,2	39 473,2	15,5	10,7
Union Européenne	21 601,2	64 619,1	32 477,8	13,6	8,8
Belgique	599,0	7 542,4	2 719,6	1,6	0,7
France	1 586,1	14 869,4	9 001,8	3,1	2,4
Allemagne	818,3	863,1	1 597,8	0,2	0,4
Espagne	1 067,6	1 067,6	1 982,5	0,2	0,5
Portugal	1 572,8	1 572,8	1 597,3	0,3	0,4
Pays bas	6 366,9	14 203,7	5 639,7	3,0	1,5
Italie	381,7	1 072,2	1 567,5	0,2	0,4
Danemark	5 392,1	9 252,7	7 880,0	2,0	2,1
Autres	3 816,8	13 807,9	491,6	2,9	0,1
Non Union Européenne	21 221,5	8 873,2	6 995,4	1,9	1,9
Norvège	18 372,4	188,1	22,8	0,0	0,0
Suisse	2 013,5	6 230,6	4 171,5	1,3	1,1
Autres	835,7	2 454,4	2 801,1	0,5	0,8
AFRIQUE	111 913,3	199 480,5	105 339,7	42,1	28,5
UEMOA	35 336,8	50 403,8	52 086,0	10,6	14,1
Burkina	3 245,4	2 658,1	2 259,0	0,6	0,6
Côte d'Ivoire	6 537,5	9 098,5	6 252,9	1,9	1,7
Niger	15 549,0	28 120,4	35 250,9	5,9	9,5
Mali	556,1	853,6	240,9	0,2	0,1
Sénégal	590,5	193,0	1 682,0	0,0	0,5
Togo	8 858,3	9 480,3	6 397,2	2,0	1,7
NON UEMOA	76 576,5	149 076,8	53 253,7	31,5	14,4
Ghana	8 270,6	18 283,9	5 527,5	3,9	1,5
Nigeria	34 569,9	23 863,9	23 210,6	5,0	6,3
Tchad	21 531,0	12 668,2	4 633,3	2,7	1,3
Afrique du Sud	1 632,2	2 457,1	3 763,8	0,5	1,0
Gabon	388,4	70 510,8	624,8	14,9	0,2
Autres	10 184,4	21 293,0	15 493,7	4,5	4,2
AMERIQUE	2 137,5	10 443,6	4 689,7	2,2	1,3
USA	1 615,4	5 767,5	2 540,3	1,2	0,7
Canada	2,5	165,4	18,0	0,0	0,0
Brésil	64,6	3 909,1	0,0	0,8	0,0
Colombie	0,0	471,0	2 083,6	0,1	0,6
Autres	455,0	130,7	47,8	0,0	0,0
Non classés ailleurs	77,8	8,1	196,6	0,0	0,1
TOTAL (statistiques officielles)	314 779,1	473 742,4	369 643,7	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2016)

Annexe 6.4 : Répartition géographiques des exportations ajustées

Régions	2013	2014	2015	2014	2015
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	157 827,8	190 317,9	219 944,5	15,0	22,1
Chine	59 335,9	46 680,0	19 479,4	3,7	2,0
Taiwan	0,0	1 688,1	164,7	0,1	0,0
Vietnam	10 838,2	19 518,6	27 579,0	1,5	2,8
Pakistan	0,0	2 241,6	10 348,9	0,2	1,0
Indonésie	19 112,0	16 963,2	13 837,6	1,3	1,4
Bangladesh	8 662,8	20 777,6	27 457,6	1,6	2,8
Thaïlande	0,0	2 312,4	3 197,9	0,2	0,3
Inde	35 007,3	40 601,2	48 475,0	3,2	4,9
Malaisie	11 503,7	17 949,7	32 534,3	1,4	3,3
Singapour	4 480,5	205,4	29 013,5	0,0	2,9
Autres	8 887,5	21 251,2	7 856,6	1,7	0,8
EUROPE	42 822,7	73 492,2	39 473,2	5,8	4,0
Union Européenne	21 601,2	64 619,1	32 477,8	5,1	3,3
Belgique	599,0	7 542,4	2 719,6	0,6	0,3
France	1 586,1	14 869,4	9 001,8	1,2	0,9
Allemagne	818,3	863,1	1 597,8	0,1	0,2
Espagne	1 067,6	1 067,6	1 982,5	0,1	0,2
Portugal	1 572,8	1 572,8	1 597,3	0,1	0,2
Pays bas	6 366,9	14 203,7	5 639,7	1,1	0,6
Italie	381,7	1 072,2	1 567,5	0,1	0,2
Danemark	5 392,1	9 252,7	7 880,0	0,7	0,8
Autres	3 816,8	13 807,9	491,6	1,1	0,0
Non Union Européenne	21 221,5	8 873,2	6 995,4	0,7	0,7
Norvège	18 372,4	188,1	22,8	0,0	0,0
Suisse	2 013,5	6 230,6	4 171,5	0,5	0,4
Autres	835,7	2 454,4	2 801,1	0,2	0,3
AFRIQUE	776 337,7	993 024,3	730 797,3	78,4	73,4
UEMOA	215 365,8	222 414,5	122 444,6	17,6	12,3
Burkina	4 314,7	4 090,9	3 636,5	0,3	0,4
Côte d'Ivoire	11 008,7	11 364,3	7 491,3	0,9	0,8
Niger	45 303,7	59 237,3	63 780,0	4,7	6,4
Mali	65 692,2	65 919,0	34 652,2	5,2	3,5
Sénégal	18 907,4	343,1	885,7	0,0	0,1
Togo	70 053,6	81 356,4	11 988,0	6,4	1,2
NON UEMOA	560 971,9	770 609,8	608352,7	60,8	61,1
Ghana	60 587,4	18 283,9	5 527,5	1,4	0,6
Nigeria	253 246,7	645 396,9	578 309,6	50,9	58,1
Gabon	388,4	70 510,8	4 633,3	5,6	0,5
Tchad	157 728,4	12 668,2	3 763,8	1,0	0,4
Afrique du Sud	11 956,9	2 457,1	624,8	0,2	0,1
Autres	77 452,5	91 803,8	15 493,7	7,2	1,6
AMERIQUE	2 137,5	10 443,6	4 689,7	0,8	0,5
USA	1 615,4	5 767,5	2 540,3	0,5	0,3
Canada	2,5	165,4	18,0	0,0	0,0
Brésil	64,6	3 909,1	0,0	0,3	0,0
Colombie	0,0	471,0	2 083,6	0,0	0,2
Autres	455,0	130,7	47,8	0,0	0,0
Non classés ailleurs	0,0	8,1	196,6	0,0	0,0
TOTAL	979 125,7	1 267 286,2	995 101,3	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2016)

Annexe 7 : Evolution des importations en 2015

Annexe 7.1 : Evolution des importations de biens ajustées (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Produits alimentaires	330 346,2	450 779,2	585 902,6	846 834,3	605 866,9
Autres biens de consommation	131 311,5	135 240,5	140 699,7	167 841,4	154 439,4
Biens intermédiaires	184 791,1	193 296,5	204 670,4	207 909,6	172 392,7
Produits énergétiques	163 157,9	248 266,0	204 821,0	258 352,5	258 071,3
Biens d'équipement	142 831,9	134 884,6	280 476,9	366 182,6	283 076,5
Autres biens non classés ailleurs	935,5	5 949,7	7 376,7	7 582,3	8 625,0
Total statistiques officielles	953 374,1	1 168 416,5	1 423 947,3	1 854 702,7	1 482 471,8
Ajustement de champ	52 390,9	25 652,0	63 190,8	40 270,9	32 080,5
<i>Commerce non enregistré</i>	47 769,9	25 652,0	63 190,8	40 270,9	32 080,5
IMPORTATIONS TOTALES CAF	1 005 765,0	1 194 068,5	1 487 138,1	1 894 973,6	1 514 552,3
PIB à prix courants	3 687 300,0	4 144 000,0	4 501 200,0	4 734 000,0	5 002 200,0
IMPORTATIONS CAF / PIB (%)	27,3	28,8	33,0	40,0	30,3

Source : INSAE-BCEAO (Octobre 2016)

Annexe 7.2 : Evolution des importations de biens (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

POSTES	Quantité (tonnes)		Variation (%)	Valeurs en millions de FCFA		Variation (%)	Part en 2015 (%)
	2014	2015		2014	2015		
PRODUITS ALIMENTAIRES	2 341 720,1	1 934 515,5	-17,4	846 834,3	605 866,9	-28,5	40,9
Céréales	1 402 481,0	980 512,2	-30,1	505 275,6	272 255,9	-46,1	18,4
<i>dont Riz</i>	1 399 789,8	977 173,7	-30,2	504 658,5	271 708,7	-46,2	18,3
Sucres et sucreries	77 785,1	96 269,8	23,8	15 944,4	23 539,3	47,6	1,6
Boissons et tabacs	44 799,9	48 986,3	9,3	10 554,6	12 307,3	16,6	0,8
Autres produits alimentaires	816 654,1	808 747,3	-1,0	315 059,6	297 764,4	-5,5	20,1
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	345 030,7	353 442,2	2,4	167 841,4	154 439,4	-8,0	10,4
BIENS INTERMEDIAIRES	1 341 725,2	1 116 191,0	-16,8	207 909,6	172 392,7	-17,1	11,6
Produits chimiques	177 505,2	90 451,3	-49,0	60 001,3	43 524,4	-27,5	2,9
Coton et articles en coton	22 003,4	20 192,3	-8,2	28 353,4	21 961,8	-22,5	1,5
Autres biens intermédiaires	1 142 216,6	1 005 547,4	-12,0	119 554,9	106 906,5	-10,6	7,2
PRODUITS ENERGETIQUES	599 949,9	643 042,9	7,2	258 352,5	258 071,3	-0,1	17,4
Produits pétroliers	561 234,2	597 184,7	6,4	187 905,1	183 774,2	-2,2	12,4
Energie électrique			0,0	68 478,3	71 329,9	4,2	4,8
Autres produits énergétiques	38 715,7	45 858,8	18,5	1 969,0	2 967,2	50,7	0,2
BIENS D'EQUIPEMENT	175 252,0	160 326,5	-8,5	366 182,6	283 076,5	-22,7	19,1
Machines et appareils	71 866,8	57 030,6	-20,6	146 487,9	136 931,7	-6,5	9,2
Matériels de transport	103 385,1	103 295,9	-0,1	219 694,6	146 144,8	-33,5	9,9
AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEURS	8 283,8	10 768,1	30,0	7 582,3	8 625,0	13,8	0,6
TOTAL (statistiques off. CAF)	4 811 961,7	4 218 286,1	-12,3	1 854 702,7	1 482 471,7	-20,1	100,0

Source : INSAE (Septembre 2016)

Annexe 7.3 : Répartition géographique des importations (flux officiels + non contrôlés)

POSTES	2013	2014	2015	2014	2015
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
EUROPE	455 733,4	573 788,7	524 681,9	30,3	34,6
Union Européenne dont :	431 403,5	546 463,8	504 296,9	28,8	33,3
Belgique	56 467,4	70 875,2	74 111,0	3,7	4,9
France	165 607,1	149 638,1	173 429,2	7,9	11,5
Allemagne	19 444,0	22 338,2	20 914,7	1,2	1,4
Pays Bas	61 643,4	79 752,5	46 911,2	4,2	3,1
Espagne	22 055,7	50 823,0	87 285,7	2,7	5,8
Italie	17 042,2	33 043,3	17 261,2	1,7	1,1
Autres pays d'Europe	24 329,9	23 576,7	20 385,0	1,2	1,3
AFRIQUE	346 367,6	382 369,3	320 183,5	20,2	21,1
UEMOA dont :	245 053,6	203 014,8	201 579,0	10,7	13,3
Côte d'Ivoire	38 329,2	33 690,0	40 914,8	1,8	2,7
Sénégal	10 689,8	9 010,4	14 943,3	0,5	1,0
Burkina Faso	2 993,2	11 498,6	5 132,5	0,6	0,3
Togo	158 299,7	131 384,3	114 736,9	6,9	7,6
Ghana	12 300,1	14 183,0	12 413,5	0,7	0,8
Nigeria	37 981,4	38 914,2	47 475,3	2,1	3,1
Afrique du Sud	13 893,1	14 235,8	5 873,5	0,8	0,4
AMERIQUE	123 982,9	164 312,2	100 923,2	8,7	6,7
USA	76 695,7	116 746,4	47 753,4	6,2	3,2
Canada	7 032,4	6 502,2	5 370,6	0,3	0,4
Brésil	35 909,6	31 804,0	41 073,3	1,7	2,7
ASIE	559 859,3	772 624,0	567 943,4	40,8	37,5
Chine	137 818,8	141 729,8	162 177,0	7,5	10,7
Taiwan	416,4	679,7	359,8	0,0	0,0
Japon	9 612,3	5 341,3	2 236,1	0,3	0,1
Hong-kong	10 143,3	11 850,5	6 532,6	0,6	0,4
Inde	163 639,9	237 704,1	144 472,7	12,5	9,5
Thaïlande	96 977,3	223 740,3	113 955,4	11,8	7,5
Indonésie	3 926,1	9 550,4	4 112,8	0,5	0,3
Corée	471,9	2 506,0	6 816,7	0,1	0,5
AUTRES PAYS	1 194,9	1 879,4	820,2	0,1	0,1
TOTAL (CAF)	1 487 138,1	1 894 973,6	1 514 552,2	100,0	100,0

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2016)

Annexe 8 : Ventilation géographique de la Positions Extérieure Globale du Bénin en 2015

(en millions de FCFA)

Postes	Autres Pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers	2 168 141,9	13 405,4	114 173,3	2 295 720,7
Investissements directs	18 661,2	128,0	28 530,0	47 319,2
Investissements de portefeuille	976 237,7	3 897,3	95 653,5	1 075 788,5
Dérivés financiers	691,7	12,0	0,0	703,7
Autres investissements	549 583,3	9 368,2	171 437,9	730 389,4
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	263 951,7	2 666,4	129 699,5	396 317,5
Prêts	282 192,0	1 713,4	24 738,7	308 644,1
Régime d'assurance, de pension et de garantie	311,0	8,0	0,0	319,0
Crédits commerciaux	2 897,6	4 972,1	11 622,8	19 492,4
Autres comptes à payer/à recevoir	231,1	8,4	5 376,9	5 616,4
Avoirs de réserves	622 968,0	0,0	-181 448,1	441 519,9
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	36 597,8	36 597,8
Position de réserve au FMI	0,0	0,0	2 736,8	2 736,8
Autres avoirs de réserve	622 968,0	0,0	-220 782,7	402 185,3
Stocks de passifs financiers	1 206 536,5	344 396,8	1 596 154,7	3 147 088,0
Investissements directs	51 031,7	243 616,0	92 998,5	387 646,2
Investissements de portefeuille	527 662,4	14 197,7	27 396,7	569 256,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	627 842,4	86 583,2	1 475 759,6	2 190 185,1
Autres titres de participation	0,0	0,0	822,0	822,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	227 436,6	0,0	165 868,2	393 304,8
Prêts	349 038,2	33 562,5	1 135 229,5	1 517 830,2
Régime d'assurance, de pension et de garantie	310,0	0,0	0,0	310,0
Crédits commerciaux	38 611,5	51 692,0	115 044,6	205 348,1
Autres comptes à payer/à recevoir	12 446,1	1 328,7	9 395,4	23 170,1
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	49 399,9	49 399,9
Position extérieure globale nette (A) - (B)	961 605,4	-330 991,4	-1 481 981,3	-851 367,3

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2016)



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int